



Assemblée générale

Distr. générale
13 mars 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Points 142 et 146 de l'ordre du jour

Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne

Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations de maintien
de la paix des Nations Unies

Opérations de maintien de la paix

Rapport du Bureau des services de contrôle interne

Résumé

Soumis en application des résolutions 48/218 B [par. 5 e)], 54/244 (par. 4 et 5), 59/272 (par. 1 à 3) et 64/263 (par. 1) de l'Assemblée générale, le présent rapport rend compte des activités de contrôle des opérations de paix menées par le Bureau des services de contrôle interne entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2011.

Le Bureau a publié sur ce sujet 194 rapports en 2011. Pour le rapport sur les activités de contrôle du Bureau autres que le contrôle des opérations de maintien de la paix entre le 1^{er} juillet 2010 et le 30 juin 2011, voir A/66/286 (Part I) et Add.1.



Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos	3
I. Introduction	4
II. Aperçu général	4
A. Division de l'audit interne	4
B. Division des investigations	6
C. Division de l'inspection et de l'évaluation	9
D. Effectifs	9
E. Obstacles au bon fonctionnement du Bureau des services de contrôle interne	9
III. Résultats du contrôle	10
A. Classification des résultats du contrôle	10
B. Résultats du contrôle par département/mission	11

Avant-propos

J'ai le plaisir de présenter à l'Assemblée générale le présent rapport sur les activités relatives aux opérations de maintien de la paix que le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a menées pendant les 12 mois de l'année 2011.

Le rapport fait apparaître les résultats des améliorations apportées aux méthodes de travail du BSCI pour donner suite aux informations en retour reçues de l'administration. En particulier, le volume des recommandations d'audit interne a été réduit dans le but d'aider l'Organisation à se concentrer sur des questions critiques et importantes qui requièrent l'attention. Les questions critiques font l'objet d'un suivi trimestriel jusqu'à la mise en œuvre des recommandations correspondantes, tandis que les recommandations importantes donneront lieu à un suivi annuel. Des possibilités d'amélioration moins importantes (risque faible) continuent d'être identifiées, mais l'administration à qui elles sont adressées dispose d'une marge d'appréciation pour les appliquer, et elles ne donneront lieu à un suivi que lors de la mission d'audit suivante. Ce changement, conforme aux normes professionnelles, a sensiblement réduit la charge administrative correspondant au suivi des recommandations non appliquées.

En outre, le rapport commence à dégager des tendances dans les catégories et le volume des questions mises en évidence dans les recommandations du BSCI. Cette analyse aidera à détecter d'éventuels problèmes systémiques auxquels il pourrait être nécessaire de s'intéresser dans le cadre de futures activités de contrôle et/ou initiatives de gestion futures.

Le BSCI a récemment entrepris des examens indépendants des activités tant de la Division des investigations que de la Division de l'inspection et de l'évaluation. Sur la base de ces examens, conjugués à l'évaluation externe de qualité de la Division de l'audit interne menée à bien en 2011, il sera possible d'envisager d'autres améliorations des méthodes du Bureau afin d'accroître l'efficacité et la valeur de ses travaux pour le Secrétariat.

Je sais gré aux équipes dirigeantes et au Secrétaire général de leur coopération et de leur appui aux activités du BSCI durant la période couverte par le rapport. Leur volonté de participer d'une manière constructive aux activités de contrôle interne et d'associer le BSCI à des débats critiques en matière de gestion est particulièrement utile pour nous aider à proposer des solutions durables aux problèmes et défis urgents auxquels doit faire face l'Organisation.

Je suis également sensible au dévouement, au professionnalisme et à l'engagement dont font preuve les membres du personnel du BSCI pour parvenir à ces résultats dans des conditions souvent très délicates, résultats dont ils s'enorgueillissent à juste titre.

La Secrétaire générale adjointe
aux services de contrôle interne
(Signé) Carman L. Lapointe

I. Introduction

1. Au cours de la période considérée, qui va du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a publié 194 rapports sur les opérations de paix.

2. Cette partie du rapport d'activité du Bureau ne traite que des opérations de paix de l'Organisation, soit les activités du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions, des missions de maintien de la paix relevant de ces départements, et des missions politiques spéciales et missions de consolidation de la paix conduites par le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix avec l'appui du Département de l'appui aux missions et du Département de la gestion.

II. Aperçu général

A. Division de l'audit interne

3. Le Service de l'audit des activités de maintien de la paix, qui fait partie de la Division de l'audit interne, mène ses activités à New York et dans 10 missions et un bureau où il a des auditeurs résidents (voir fig. I) : la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT), le Bureau du Moyen-Orient comprenant la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) et le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA).

Figure I
Bureaux des auditeurs résidents du Bureau des services de contrôle interne



4. À New York, le Service de l'audit des activités de maintien de la paix contrôle les activités du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et du Département des affaires politiques, ainsi que des petites missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales sans auditeur résident. Il bénéficie du concours de spécialistes de la Section des missions spéciales et de la Section de l'audit des technologies de l'information et des communications. Ces experts viennent épauler par leur savoir-faire les travaux des auditeurs résidents, ce qui assure un contrôle cohérent et approfondi des activités multisectorielles touchant l'informatique et la télématique, les travaux de construction, les achats et les fonds d'affectation spéciale.

Améliorations apportées au sein de la Division de l'audit interne

5. Dans le cadre de ses efforts permanents pour améliorer les méthodes et procédures de travail, la Division de l'audit interne a pris les initiatives ci-après :

a) **Planification des audits fondée sur les risques** : Suivant les recommandations du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit et la demande que lui avait adressée l'Assemblée générale dans sa résolution 64/243 (par. 128), et conformément aux avis pertinents de l'Institut des auditeurs internes concernant la pratique, la Division de l'audit interne a affiné ses méthodes de planification en prenant désormais en considération les risques résiduels. Grâce à la nouvelle formule d'évaluation des risques, qui prend désormais en compte, outre les risques inhérents, l'adéquation et l'efficacité des principales mesures de contrôle, on

a pu cerner les principaux grands risques qui peuvent empêcher d'atteindre les objectifs fixés;

b) **Nouvelle panoplie d'outils** : Souhaitant élargir ses capacités et la couverture de ses audits, la Division a mis en place un ensemble de techniques d'audit concernant la gestion de la performance des programmes. Ces nouveaux outils ont été essayés en mode pilote dans la Section des affaires civiles de la MONUSCO. Cette initiative appuie les efforts du Secrétariat visant à mettre davantage l'accent sur les résultats;

c) **Audits horizontaux** : La Division a davantage recours à la méthode des audits horizontaux afin d'identifier les atouts et les problèmes systémiques caractérisant les missions de maintien de la paix, afin d'évaluer si des politiques et instructions appropriées ont été élaborées et mises en œuvre, et de déterminer si les contrôles sont suffisants. Les audits horizontaux sont censés mettre en évidence la nécessité de procéder à des examens de politique générale et de modifier les procédures, et faciliter le partage des connaissances (voir ci-dessous, par. 18 à 20);

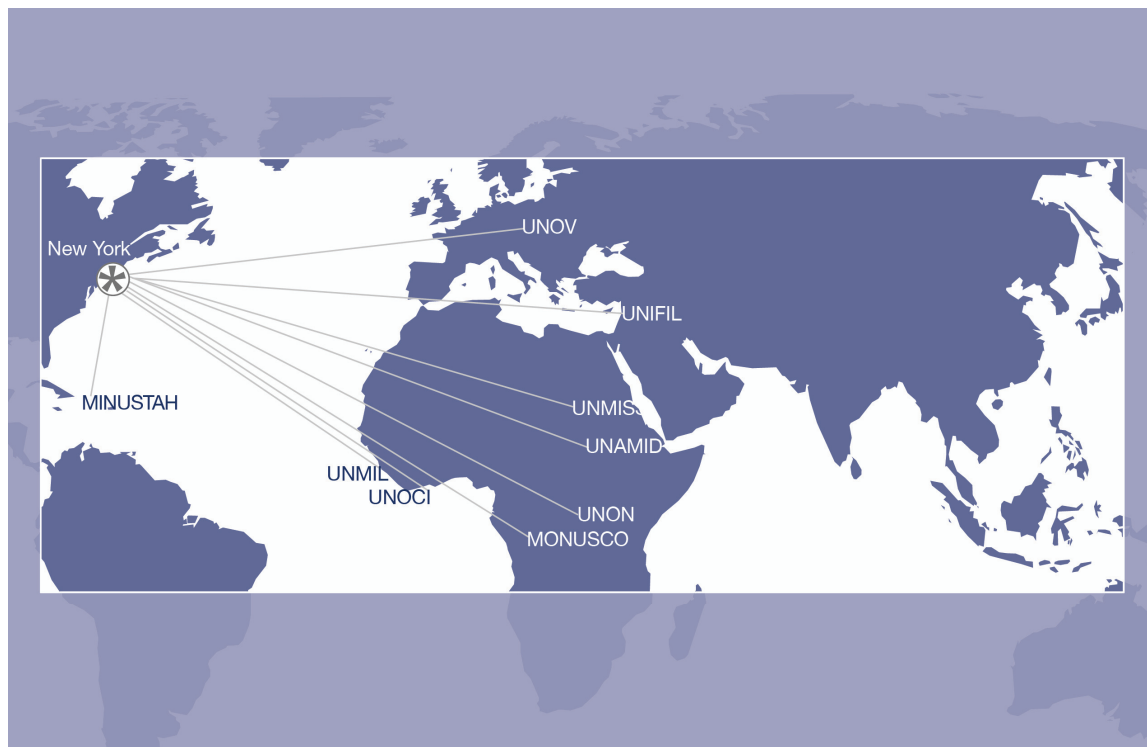
d) **Traitement électronique des documents** : la Division a adapté son logiciel de gestion et de documentation (AutoAudit) aux améliorations de sa méthode d'audit et de ses procédures de gestion;

e) **Services de conseil** : La Division travaille en partenariat avec les entités vérifiées afin d'optimiser les résultats et de valoriser sa contribution aux objectifs de l'Organisation. En 2011, elle a continué de fournir des services de conseil au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) afin de l'aider à renforcer les contrôles nécessaires pour différentes activités menées à l'appui de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). De plus, en réponse à la demande du Département de l'appui aux missions, le BSCI a également contribué à faciliter une auto-évaluation des risques et du contrôle de la stratégie globale d'appui aux missions.

B. Division des investigations

6. La Division des investigations, dont le siège est à New York, exerce également ses activités dans le cadre de deux centres régionaux (Nairobi et Vienne) et de bureaux d'enquêteurs résidents dans sept missions de maintien de la paix : MONUSCO/MONUC, MINUL, MINUSTAH, MINUAD, ONUCI, MINUSS et FINUL (voir fig. II). Les investigations dans les autres missions sont menées par des enquêteurs basés au Siège ou dans les centres régionaux.

Figure II
**Bureaux de la Division des investigations du Bureau des services
 de contrôle interne**



Renforcement de l'efficacité opérationnelle

7. Pour répondre à des demandes de plus en plus complexes d'éléments de preuve par l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC), le Groupe de l'expertise numérique, basé à New York et disposant de collaborateurs à Nairobi et à Vienne, a été pleinement intégré aux opérations de la Division. Le Groupe fournit des services techniques pour la récupération et l'analyse aux fins d'enquête de données numériques, et assure une formation à l'ensemble du personnel de la Division dans le cadre d'une action globale de renforcement des capacités. Avec les ressources existantes, un Groupe de la recherche et de l'analyse a été constitué au Siège. Le Groupe utilise divers outils et techniques d'analyse; procède à un examen approfondi des informations pour déterminer des pistes de recherche de preuves et d'investigation aux fins de l'enquête; et entreprend une analyse tendancielle et statistique à l'appui d'initiatives du BSCI en matière d'évaluation des risques. En outre, la décentralisation de la Section des pratiques professionnelles à Vienne et à Nairobi permet un partage des connaissances, un renforcement de la capacité d'appui et de réactivité aux enquêteurs dans les bureaux régionaux et les missions, et une amélioration de l'assurance de qualité pour les procédures d'investigation et les rapports.

8. La fraude et la corruption, y compris le comportement des fournisseurs, ont continué d'être au centre des travaux de la Division, qui reste en relation étroite avec la Division des achats et le Bureau de la déontologie pour mettre en place un

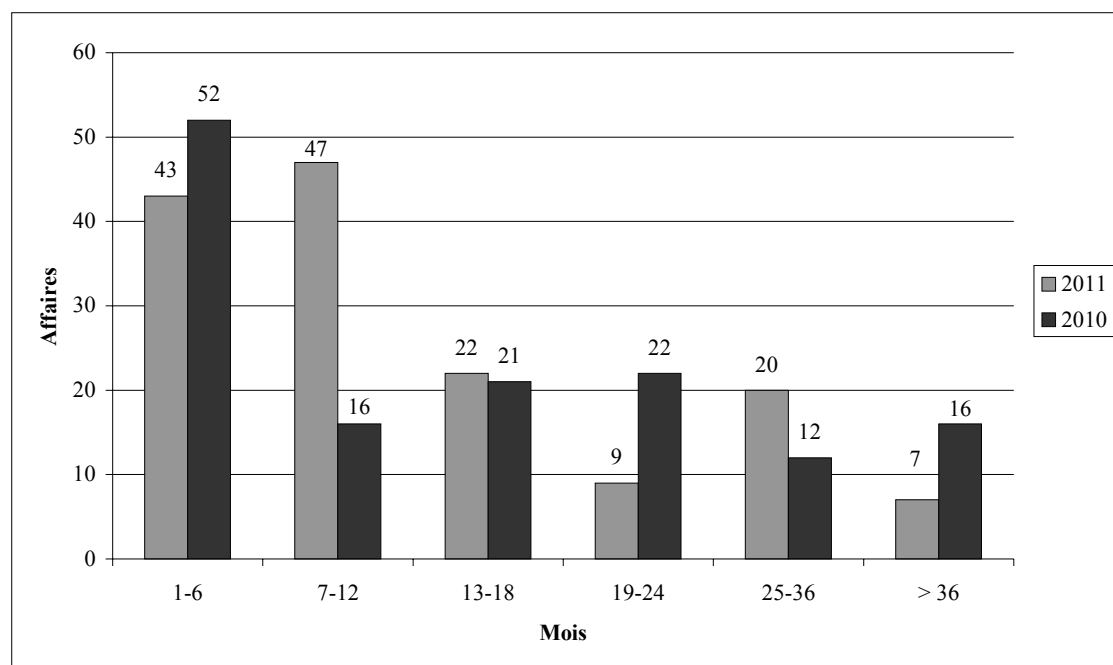
cadre propre à faire échec à tout comportement répréhensible des fournisseurs. La Division a également participé à la réunion annuelle du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) et du Réseau des fournisseurs du Département de la gestion, au cours de laquelle elle a insisté sur la nécessité de prendre conscience des risques de fraude et de s'attacher aux indices de fraude en matière d'achats. La Division a aussi participé à la Conférence des enquêteurs internationaux, organisée au siège de la Banque mondiale, et a présenté son module de formation en matière d'investigation concernant les achats.

Gestion des affaires

9. La comparaison entre l'enregistrement de nouvelles affaires et leur conclusion a été favorable, en faisant ressortir que 114 affaires relatives au maintien de la paix avaient donné lieu à l'ouverture d'un dossier et que 119 investigations avaient été menées à bien en 2011. En 2010 et 2011, la Division des investigations a sensiblement résorbé l'arriéré des affaires en souffrance qui s'étaient accumulées depuis plusieurs années¹. Le nombre d'affaires relatives au maintien de la paix en instance depuis 12 mois ou plus s'élevait à 58 au 31 décembre 2011, alors qu'il était de 71 au 31 décembre 2010. La figure III présente la répartition des affaires en cours au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011.

Figure III

Durée des investigations relatives au maintien de la paix en cours au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011



¹ Une affaire en souffrance s'entend d'une investigation en cours depuis plus de 12 mois. L'arriéré a diminué de 10 % en 2010, et de 17 % en 2011.

C. Division de l'inspection et de l'évaluation

Initiatives internes

10. La Division de l'inspection et de l'évaluation a tenu sa retraite annuelle et défini trois priorités stratégiques en conformité avec les priorités générales du BSCI : a) affiner la mission et le projet d'ensemble de la Division; b) déterminer les moyens de rendre plus rigoureux le mécanisme d'évaluation; et c) élaborer une stratégie globale de planification du travail, y compris un examen de la méthode d'évaluation des risques de la Division et de sa structure. La Division entend mettre en œuvre ces trois priorités en 2012.

11. Dans la perspective de la stratégie globale de communication du BSCI, la première lettre d'information trimestrielle a été élaborée au premier trimestre de 2012. Son but est de faire prendre conscience des résultats de la Division et de fournir des informations sur l'utilisation des évaluations pour améliorer la gestion des programmes.

12. En outre, un réexamen d'ensemble du manuel de la Division visant à établir des instructions claires et pratiques pour la conduite d'une évaluation a été engagé et doit être achevé au cours du premier trimestre de 2012.

D. Effectifs

13. Les efforts se poursuivent en vue de réduire le taux de vacance de postes au sein du BSCI. Le taux de vacance de postes pour les investigations relatives au maintien de la paix était de 25 % au 31 décembre 2011².

Tableau 1

Taux de vacance de postes au BSCI : 2009-2011

	31/12/2009		31/12/2010		31/12/2011	
	Postes	Pourcentage	Postes	Pourcentage	Postes	Pourcentage
Division des investigations	25	46	18	33	16	28
Division de l'audit interne	16	18	19	20	21	24
Division de l'inspection et de l'évaluation	0	0	1	50	1	33
Bureau de l'évaluation	1	25	1	25	0	0
Total	42	28	39	25	38	25

E. Obstacles au bon fonctionnement du Bureau des services de contrôle interne

14. Il n'y a pas eu en 2011 de limitation indue de la portée du contrôle ayant entravé l'activité ou l'indépendance du Bureau.

² Le BSCI souligne qu'au 31 janvier 2012, le taux de vacance de postes pour les investigations relatives au maintien de la paix, qui s'élevait à 22 % avec 34 postes vacants, montre une amélioration.

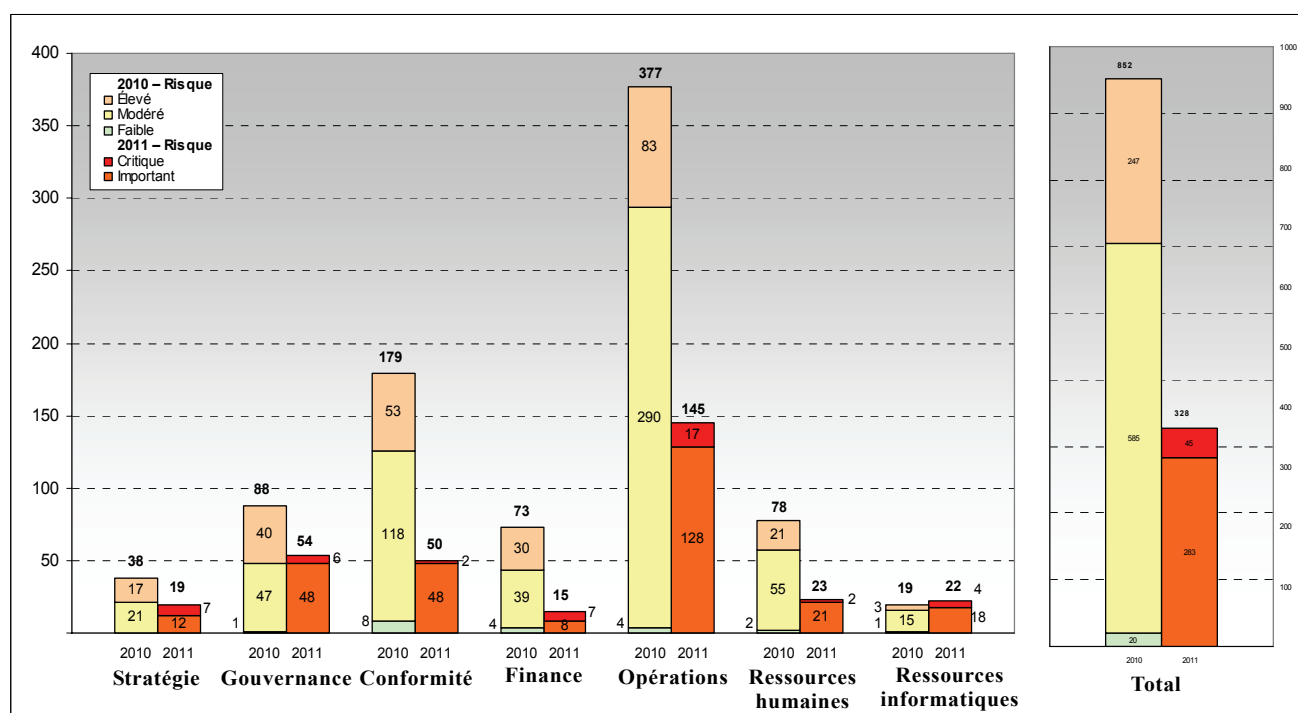
III. Résultats du contrôle

A. Classification des résultats du contrôle

15. Les résultats d'audit sont classés en sept catégories de risque : stratégie, gouvernance, conformité, finances, opérations, ressources humaines et informatique.

Figure IV

Recommandations d'audit relatives au maintien de la paix (2010 et 2011), par catégorie de risque^a

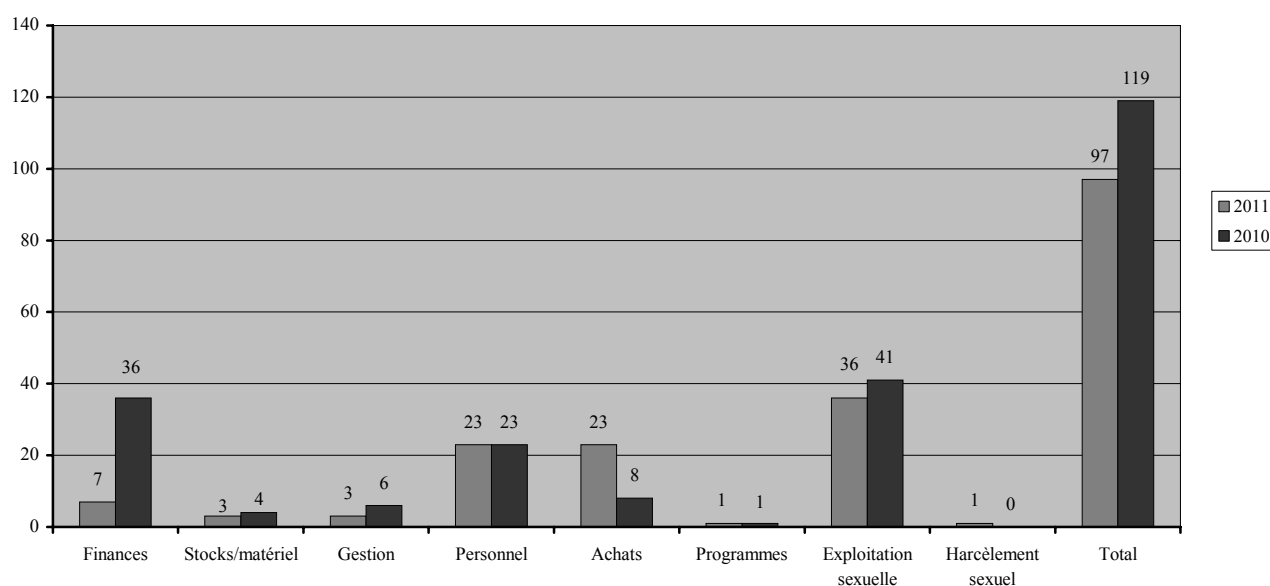


^a Voir A/66/286 (Part I), par. 23 : en 2011, le BSCI a réparti toutes les recommandations dont la mise en œuvre n'était pas terminée en trois catégories : recommandations critiques, recommandations importantes, et possibilités d'améliorations. Seules les deux premières catégories seront régulièrement contrôlées avec suivi et rapports, la troisième n'étant suivie que selon les besoins.

16. Les résultats des investigations sont classés dans les six principales catégories suivantes : achats; gestion; stocks/matériel; personnel; finances; ou exploitation et abus sexuels. Si les faits justifiant des investigations directes par le BSCI concernent le plus souvent les catégories des achats, des finances et de l'exploitation et des abus sexuels, des cas de comportement répréhensible dans les missions de maintien de la paix peuvent survenir dans toutes les catégories. Les affaires mineures concernant la gestion, les stocks/matériel et le personnel sont renvoyées au bureau compétent, sauf s'il est fait état de graves répercussions financières ou opérationnelles. Les affaires concernant des irrégularités dans les achats restent prioritaires, compte tenu des risques financiers et de l'impact sur l'intégrité des systèmes organisationnels. Le BSCI traite en priorité les cas d'exploitation et d'abus sexuels impliquant un viol ou des mineurs.

17. L'exploitation et les abus sexuels restent un domaine important de préoccupation, ces infractions étant le plus souvent commises par des agents en uniforme. Plus de 34 % des investigations menées à bien se rapportaient à ce type d'infraction, et plus de 60 % de ces affaires concernaient la MONUSCO (au total, 19 rapports de situation sur 20 et tous les rapports d'investigation concernaient des faits d'exploitation et d'abus sexuels). Dans le cas de la MINUL, quatre rapports de situation sur six concernent de tels faits (voir aussi par. 47, 52, 83, 92 et 96 ci-dessous).

Figure V
Investigations relatives au maintien de la paix menées à bien en 2010 et 2011, par catégorie



B. Résultats du contrôle par département/mission

Questions transversales : sûreté et sécurité

18. Durant la période considérée, le BSCI a mené des audits portant sur la sécurité des services aériens dans 11 missions : MANUA (AP2011/630/06); FINUL (AP2011/672/09); MINUT (AP2011/682/05); UNFICYP (AP2011/654/03); UNSOA (AP2011/638/07); MINUL (AP2011/626/03); MANUI (AP2011/812/06); MINUAD (AP2011/634/19); Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) (AP2011/632/15); MINUSTAH (AP2011/683/09); et ONUCI (AP2011/640/07). Les principaux résultats sont présentés ci-après.

Risque opérations

19. Dans six des 11 missions (voir tableau 2), les Conseils de la sécurité aérienne n'étaient pas pleinement efficaces dans l'exécution de leurs fonctions, vu que : les réunions n'étaient pas tenues trimestriellement; les débats lors des réunions ne conduisaient pas à l'adoption de mesures; les membres permanents n'assistaient pas

toujours aux réunions; et il n'était pas toujours établi de dates cibles pour l'application des recommandations en matière de sécurité aérienne. Par voie de conséquence, les recommandations formulées par les équipes d'assistance à la sécurité aérienne du Département de l'appui aux missions restaient en suspens pour des périodes allant de six mois à deux ans. Ces recommandations se rapportaient à des contrôles de sécurité d'importance critique comme : a) l'adéquation des effectifs des Sections des transports aériens et des Groupes de la sécurité aérienne; b) l'expérimentation des plans d'intervention d'urgence; c) l'élaboration et l'application de procédures opérationnelles permanentes; et d) l'adéquation des machines à rayons X et de la maintenance des aires d'atterrissage aux terminaux aériens. De plus, quatre des 11 missions ne disposaient pas de plans d'intervention d'urgence actualisés et neuf missions n'avaient pas effectué tous les exercices et entraînements nécessaires pour tester la validité de leurs plans et pour se préparer à l'éventualité d'une urgence aérienne. Cela était dû principalement à l'insuffisance des effectifs, à des problèmes touchant à la sécurité et à des restrictions imposées par les pays hôtes. Les missions s'emploient à remédier aux déficiences constatées.

Tableau 2

Déficiences constatées dans le fonctionnement des Conseils de la sécurité aérienne

<i>Mission</i>	<i>Les réunions n'étaient pas tenues trimestriellement</i>	<i>Les débats lors des réunions ne conduisaient pas à l'adoption de mesures</i>	<i>Les membres permanents n'assistaient pas toujours aux réunions</i>	<i>Il n'était pas toujours établi de dates cibles pour l'application des recommandations</i>
MANUA	X			
FINUL				X
MINUT	X		X	X
MINUL				X
MANUI	X	X		
MINUAD			X	

X indique que des mesures doivent être prises dans les missions concernées.

20. Sur les 10 missions (UNSOA étant exclue car n'ayant pas de moyens aériens), une seule a intégralement développé et intégré le cadre de gestion des risques opérationnels dans ses procédures aériennes. L'application de la politique de gestion des risques opérationnels, qui fait partie intégrante du cadre de gestion des risques aériens, suppose un processus de prise de décisions pour envisager les risques connexes. Les constatations ci-après ont été faites dans au moins une des neuf missions soumises à audit (voir tableau 3) qui n'avaient pas intégralement appliqué la politique : a) absence de mise au point de procédures opérationnelles permanentes; b) absence d'application à toutes les procédures aériennes des méthodes de gestion des risques opérationnels; ou c) absence de création officielle d'une équipe spéciale chargée de l'application de la politique ou absence d'activité de cette équipe; d) absence de formation générale sur la gestion des risques opérationnels et de la sécurité aérienne. Les retards dans la mise en œuvre de la gestion des risques opérationnels ont été principalement attribués à un manque : de

moyens, au sein des missions, pour appliquer la politique; d'engagement de la direction des missions; et de sensibilisation du personnel aux questions de sécurité aérienne. Les missions s'emploient à remédier aux déficiences en collaboration avec le Département de l'appui aux missions.

Tableau 3

Missions n'appliquant pas pleinement la politique de gestion des risques opérationnels au 30 juin 2011

<i>Mission</i>	<i>Absence de mise au point de procédures opérationnelles permanentes</i>	<i>Absence d'application à toutes les procédures aériennes des méthodes de gestion des risques opérationnels</i>	<i>Absence de création officielle d'une équipe spéciale chargée de l'application de la politique ou absence d'activité de cette équipe</i>	<i>Absence de formation générale sur la gestion des risques opérationnels et de la sécurité aérienne</i>
MANUA		X		X
FINUL	X		X	X
MINUT				X
UNFICYP		X		
MINUL	X	X		
MANUI		X		
MINUAD		X		
MINUSTAH			X	
ONUCI		X		

X indique que des mesures doivent être prises dans les missions concernées.

Coopération et coordination

21. La Division de l'inspection et de l'évaluation a procédé à une évaluation de la coopération et de la coordination entre le Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions et les organisations régionales. Alors que les deux départements et les partenaires régionaux manifestaient un engagement incontestable à œuvrer en collaboration pour maintenir la paix et la sécurité, le besoin de points de contact clairs et de voies de communication simplifiées se fait clairement ressentir. La coopération est perçue comme un mécanisme qui peut permettre à des initiatives de maintien de la paix d'élargir et/ou d'approfondir la portée de ce que les Départements peuvent accomplir sans partenaires. Pour assurer la cohérence de la coopération avec les organisations régionales, il convient de définir les responsabilités et les rôles respectifs des départements et des organisations régionales. Cela permettrait d'accroître la prévisibilité et de lever autant que faire se peut les malentendus entre les entités.

22. Les structures des départements ne se prêtent guère à une coopération avec les organisations régionales. Depuis que leurs ressources affectées à la coopération ont été réparties entre plusieurs divisions et bureaux au sein des deux départements, les organisations régionales ont du mal à communiquer avec les fonctionnaires

compétents ou à trouver de l'aide pour tempérer les difficultés qu'elles rencontrent. Le BSCI a recommandé que les départements établissent et intègrent des points de contact clairs pour les communications et la coordination entre organisations et qu'ils tiennent à jour les informations échangées et les rendent aisément accessibles aux partenaires autorisés.

Département de la gestion

23. En 2011, le BSCI a adressé au Département de la gestion un rapport d'audit contenant six recommandations :

- *Certaines réformes de la gestion des ressources humaines de l'ONU appliquées dans les missions (AP2010/615/04)*

Risque ressources humaines

24. *Certaines réformes de la gestion des ressources humaines de l'ONU appliquées dans les missions (AP2010/615/04)*. La réforme des ressources humaines de l'ONU a permis de réaliser ses objectifs à court terme de rationalisation des arrangements contractuels et d'harmonisation des conditions d'emploi du personnel des missions. Les contrôles de la gestion du changement ont été efficaces en diffusant des matériels d'orientation et d'information sur les éléments clés de la réforme auprès du personnel. Il manquait toutefois des critères ou des indicateurs de résultats pour mesurer et suivre l'efficacité de la réforme pour réaliser les objectifs à plus long terme d'accroissement de la productivité, d'amélioration de l'environnement de travail et d'exécution effective du mandat. De plus, aucun mécanisme n'était en place pour surveiller les coûts de la réforme de la gestion des ressources humaines, notamment les incidences financières de la réforme du régime des engagements sur les prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite. Le Département de la gestion, en coordination avec le Département de l'appui aux missions, a pris des mesures correctives pour donner suite aux recommandations du BSCI concernant les réformes appliquées.

Département des affaires politiques : activités d'audit interne

25. En 2011, le BSCI a adressé au Département des affaires politiques (DAP) deux rapports d'audit contenant une recommandation :

- *Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) (AP2010/600/04)*
- *Audit de l'appui technique et administratif du DAP aux envoyés spéciaux (AP2011/560/01)*

Département des opérations de maintien de la paix

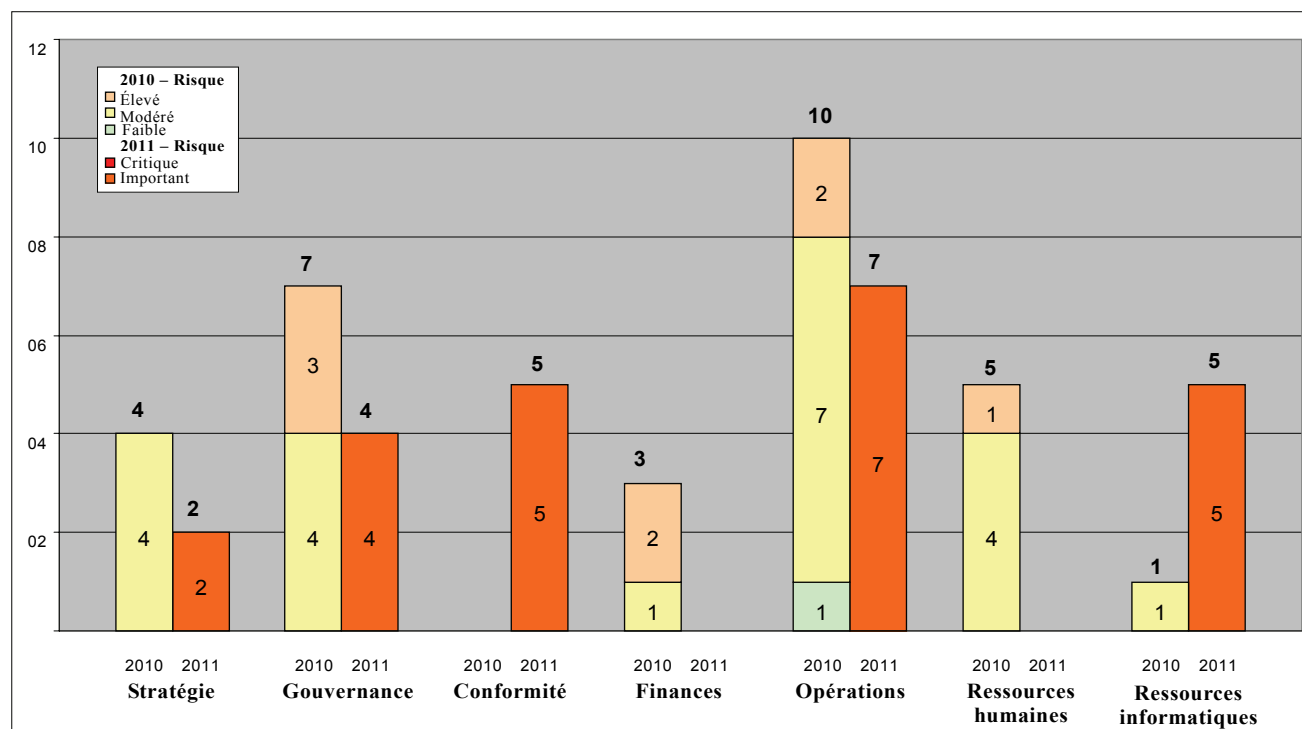
Activités d'investigation

26. En 2011, le BSCI a adressé deux rapports de clôture au Département des opérations de maintien de la paix concernant des comportements répréhensibles non avérés dans ce département (0046/11 et 0544/09).

Département de l'appui aux missions : activités d'audit interne

Figure VI

Recommandations d'audit adressées au Département de l'appui aux missions en 2010 et 2011, par catégorie de risque



27. En 2011, le BSCI a adressé au Département de l'appui aux missions six rapports d'audit contenant 23 recommandations :

- *Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi (Italie) (BSLB) (AP2011/615/01)*
- *Procédures et méthodes de planification et d'élaboration du budget du compte d'appui au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions (AP2010/615/05)*
- *Contrôle de la sécurité aérienne des missions par le Département de l'appui aux missions (AP2011/615/07)*
- *Gestion des tableaux d'effectifs et des postes (AP2011/615/02)*
- *Planification stratégique et budgétisation des besoins en TIC à la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions (AT2010/615/01)*
- *Audit de la gouvernance et de la sécurité des TIC dans les missions de maintien de la paix (AT2011/615/01)*

Le BSCI a aussi fourni un service de conseil :

- *Aide au Département de l'appui aux missions pour une auto-évaluation de l'application de la stratégie globale d'appui aux missions (AP 2010/615/01)*

Risque opérations

28. *Contrôle de la sécurité aérienne des missions par le Département de l'appui aux missions (AP2011/615/07)*. Les bureaux régionaux de la sécurité aérienne établis par le Département de l'appui aux missions exécutaient des fonctions incompatibles en mettant en œuvre des programmes de sécurité aérienne pour les missions tout en exerçant le contrôle des mêmes programmes pour le compte du Département. Il en résultait un risque certain de contrôle insuffisant et inefficace des programmes de sécurité aérienne dans les missions relevant des bureaux régionaux. De plus, le Département ne disposait d'aucun système pour identifier et suivre les recommandations visant à atténuer les risques inacceptables. Le Département a accepté la recommandation du BSCI tendant à la rationalisation des fonctions des bureaux régionaux de la sécurité aérienne et à la mise en œuvre d'un système d'identification et de suivi des recommandations.

29. *Gestion des tableaux d'effectifs et des postes (AP2011/615/02)*. L'audit, mené à la demande du Département de l'appui aux missions, a permis de constater que les responsables de la gestion des tableaux d'effectifs et des postes des différents types de missions n'étaient pas officiellement définis. En outre, les rôles et les responsabilités dans la gestion des tableaux d'effectifs et des postes n'étaient pas suffisamment précisés dans les politiques et procédures s'y rapportant. Par ailleurs, la base de données Nucleus et le Système intégré de gestion (SIG) utilisés pour la gestion des tableaux d'effectifs et des postes ne possédaient pas d'interface, ce qui augmentait le risque de traitement inapproprié des mesures en matière de ressources humaines. Le Département a accepté de revoir la politique de gestion des tableaux d'effectifs et des postes pour se conformer à des procédures précises, tout en faisant observer que sa mise au point pourrait prendre du temps dans la mesure où cela supposait une coordination et un échange d'informations des parties prenantes au Siège et dans les missions.

30. *Gouvernance et sécurité des TIC dans les missions de maintien de la paix (AT2011/615/01)*. Les structures de gouvernance des TIC dans les missions de maintien de la paix ne fonctionnaient pas conformément aux attentes et il n'existait pas de mécanismes suffisamment développés pour assurer le contrôle et la coordination de la planification stratégique des TIC sur le terrain. Les missions étaient dépourvues de méthodes appropriées de gestion des risques et de la sécurité informatiques. Selon le Département de l'appui aux missions, la gestion de la gouvernance et de la sécurité des TIC dans l'environnement opérationnel des missions de maintien de la paix était un processus continu qu'il fallait mener progressivement. Le Département procède depuis des années à la gestion et au contrôle des risques informatiques avec des ressources restreintes. De plus, l'évaluation des risques, la gestion des risques, et les mesures de suivi et d'établissement de rapports s'étendent à toutes les unités opérationnelles et les constatations faites lors de l'audit devraient être évaluées par rapport aux normes de l'ONU. Le Département a entrepris de mettre en œuvre les recommandations du BSCI.

31. *Planification stratégique et budgétisation des besoins en TIC à la Division des technologies de l'information et des communications du Département de l'appui aux missions (AT2010/615/01).* La définition, la planification et le suivi effectifs des ressources TIC nécessaires en termes de coûts, d'avantages et de risques devraient inclure l'identification des applications, ressources et moyens informatiques rentables, intégrés et normalisés propres à répondre aux besoins actuels et futurs des opérations de paix. Il convenait de prendre en considération à titre prioritaire les risques connexes ci-après : a) insuffisance des mécanismes de coordination entre la Division des technologies de l'information et des communications et le Bureau de l'informatique et des communications pour assurer l'harmonisation de leurs plans stratégiques TIC respectifs pour l'exécution du programme de gestion des connaissances; b) imprécision des rôles et des responsabilités pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie de gestion de l'information du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix; c) double emploi avec le projet de progiciel de gestion intégré (Umoja); et d) absence de modèle d'architecture informatique d'ensemble définissant le flux d'informations et la structure de base, le contenu et les relations des applications et des systèmes employés pour traiter les données nécessaires à l'appui des deux départements. Le Département de l'appui aux missions a affirmé qu'il avait étroitement collaboré avec le Bureau de l'informatique et des communications à un modèle d'architecture informatique à l'échelle du Secrétariat. L'architecture informatique constituera une partie intégrante de l'architecture globale du Secrétariat, couvrant l'harmonisation des activités, de l'information, des solutions et des technologies. Le Département a aussi indiqué qu'il restait en relation avec le Bureau de l'informatique et des communications et était résolu à poursuivre sa collaboration lorsque l'activité de l'architecture globale du Secrétariat débiterait. Le Département a entrepris de mettre en œuvre les recommandations du BSCI.

Activités d'investigation

32. En 2011, le BSCI a adressé un rapport d'investigation au Département de l'appui aux missions :

- *Rapport d'investigation sur des faits de prévarication et d'utilisation abusive des ressources informatiques imputables à un membre du personnel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Entebbe (Ouganda) (0188/08)*

Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) : activités d'investigation

33. En 2011, le BSCI a publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré d'un membre du personnel du Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) (0103/10), et il n'avait aucune affaire nouvelle ou en cours.

Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA) : activités d'investigation

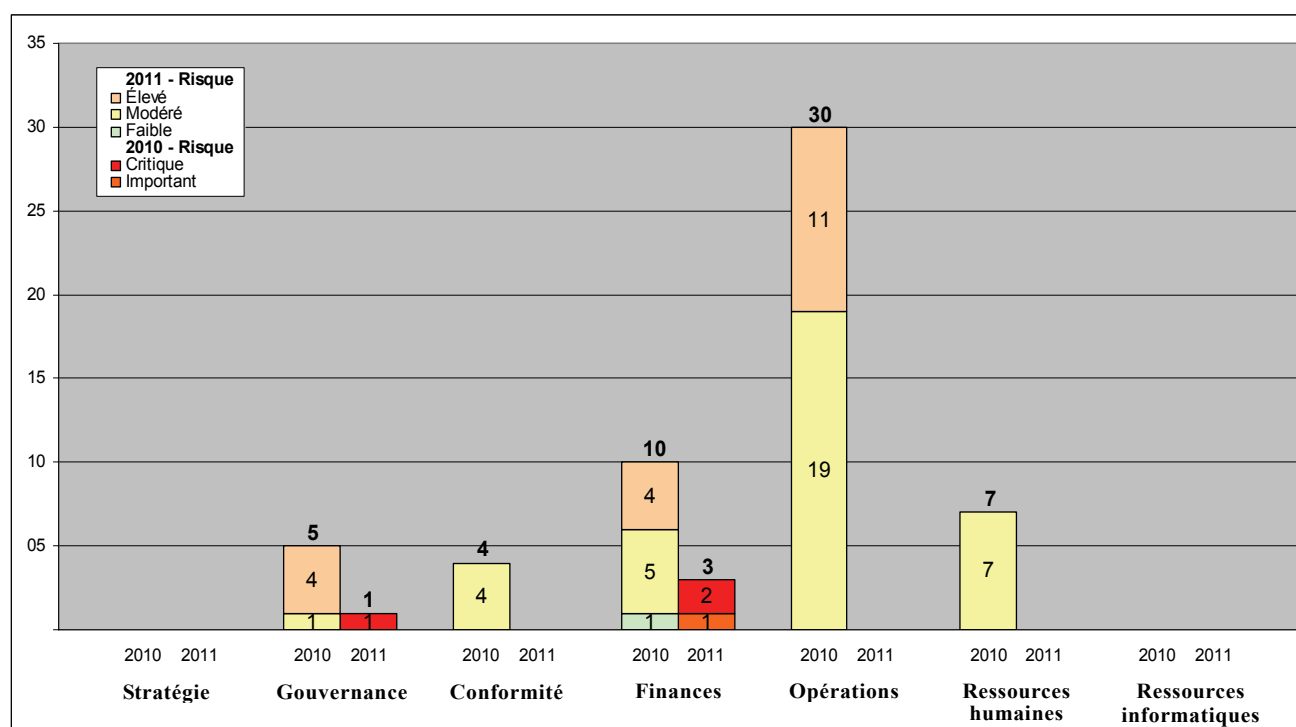
34. En 2011, le BSCI a adressé deux rapports d'investigation au BONUCA :

- *Rapports d'investigation sur des malversations, détournements de fonds et autres irrégularités imputables à des membres du personnel (0246/10 et 0247/10)*

Le BSCI a aussi publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré d'un membre du personnel du BONUCA (0158/09); il avait trois affaires en cours et a ouvert trois nouveaux dossiers d'investigation.

Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) : activités d'audit interne

Figure VII
Recommandations d'audit adressées à la MINURCAT en 2010 et 2011, par catégorie de risque



35. En 2011, le BSCI a adressé à la MINURCAT trois rapports d'audit contenant quatre recommandations :

- *Réalisation des avoirs lors de la liquidation de la MINURCAT (AP2010/636/09)*
- *Aspects financiers de la liquidation de la MINURCAT (AP2010/636/10)*
- *Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de la MINURCAT (AP2010/636/11)*

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque stratégie

36. *Réalisation des avoirs lors de la liquidation de la MINURCAT (AP2010/636/09)*. La MINURCAT a connu d'importants problèmes, dus en partie à une planification insuffisante de la liquidation. Au 28 février 2011, l'arriéré

d'envois de matériel appartenant aux Nations Unies s'élevait à 990 équivalents 20 pieds, 420 véhicules légers et 53 moyens de transport/véhicules lourds, dont 90 % se trouvaient à Abeche, qui devaient être remis au Gouvernement tchadien le 31 mars 2011. De plus, dans certains camps, le matériel n'était pas dûment comptabilisé ni physiquement vérifié avant la demande de sortie du bilan, cela n'étant pas considéré comme rentable compte tenu de la valeur résiduelle du matériel. Vu la brièveté du délai fixé pour déménager un volume important de ce matériel, la MINURCAT a dû conclure des arrangements de transport locaux pour accélérer les choses.

Risque conformité

37. *Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de la MINURCAT (AP2010/636/11)* (voir aussi par. 39). L'audit a permis de constater que la MINURCAT ne respectait pas les dispositions d'un accord passé avec un donateur visant à n'utiliser les fonds versés que pour financer une formation à l'harmonisation des capacités pour le Détachement intégré de sécurité, et que 30 000 dollars seulement sur une contribution de 2 528 000 dollars servaient à financer cette formation tandis que le reste était utilisé pour d'autres dépenses, y compris le paiement mensuel des soldes au personnel du Détachement. Dès que l'erreur a été décelée par l'administration, il a été demandé au donateur d'envisager d'autoriser l'utilisation des fonds versés pour d'autres dépenses que la formation professionnelle. Le Département de l'appui aux missions a fait savoir que toutes les questions relatives au Fonds d'affectation spéciale avaient été réglées avec le donateur.

Risque finances

38. *Aspects financiers de la liquidation de la MINURCAT (AP2010/636/10)*. La Section des finances n'avait pas élaboré de plan d'exécution énonçant en détail les principales activités et procédures de liquidation à accomplir. En conséquence, plus d'un mois après le début de la période de liquidation, des tâches importantes comme la clôture des comptes bancaires locaux et la vérification des montants à payer et à recevoir n'étaient pas achevées. Ainsi, sur 3,9 millions de dollars de montants à recevoir comptabilisés, seulement 67 600 dollars avaient été vérifiés et avaient fait l'objet d'un suivi, et il n'y avait eu aucune vérification des montants à payer représentant un total de 4,2 millions de dollars. Dans le cadre des activités de liquidation, et suivant les instructions du Département de l'appui aux missions, la MINURCAT avait pris des mesures pour éliminer certaines créances anciennes, notamment en soumettant des demandes de passation en pertes et profits au Contrôleur. La Mission a confirmé que ce travail ne serait probablement pas achevé avant la fin de la phase de liquidation, faute de moyens. En conséquence, la Mission a dressé une liste d'activités à confier à l'Équipe de liquidation du Département de l'appui aux missions. La MINURCAT a toutefois pris des mesures immédiates pour élaborer un plan d'exécution à l'intention de la Section des finances. En réponse à sa demande, il a été indiqué au BSCI que des mesures de suivi étaient prises par le Département de l'appui aux missions.

39. *Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de la MINURCAT (AP2010/636/11)* (voir aussi par. 37). La MINURCAT a utilisé 4,13 millions de dollars sur son budget statutaire de maintien de la paix pour des activités qui auraient dû être financées par le fonds d'affectation spéciale. La Mission a expliqué

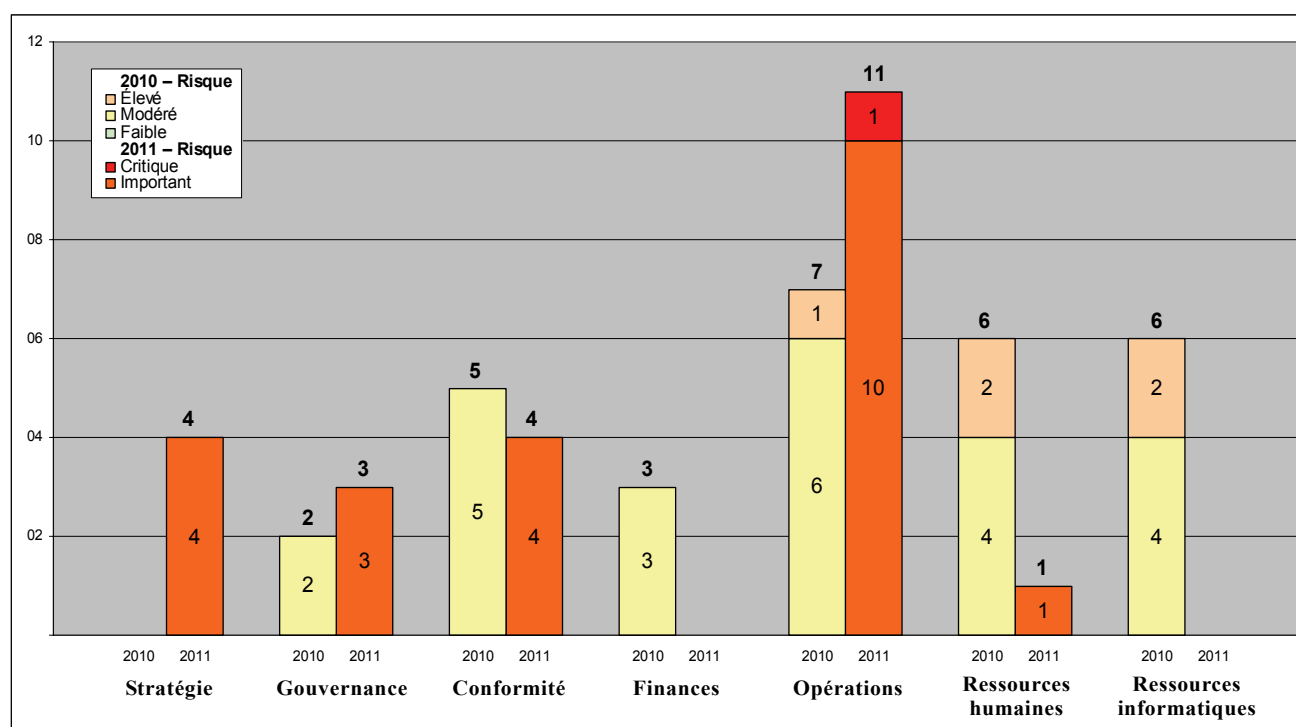
que les fonds avaient servi à combler des déficits dus à des délais d'ouverture de crédits par le Département de la gestion. Cependant, l'approbation du Contrôleur n'a pas été demandée. Bien qu'un montant de 1,96 million de dollars ait été ultérieurement imputé au fonds d'affectation spéciale et remboursé au compte du maintien de la paix, le solde de 2,17 millions de dollars restait encore à ajuster, ce qui se traduisait par une sous-estimation des dépenses du fonds d'affectation spéciale au 31 décembre 2009. La Division du budget et des finances et la Division du financement des opérations de maintien de la paix prenaient des mesures pour vérifier toutes les opérations avant de procéder à des ajustements sur périodes antérieures pour apurer les comptes. Le Département de l'appui aux missions a indiqué que les comptes du fonds d'affectation spéciale avaient été apurés et que des mesures correctrices avaient été prises. En octobre 2011, le Département a demandé la clôture du fonds d'affectation spéciale et le remboursement des fonds aux donateurs, le cas échéant.

Activités d'investigation

40. En 2011, le BSCI a publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré d'un membre du personnel de la MINURCAT (0292/09); il avait une affaire en cours d'investigation mais n'avait aucune nouvelle affaire.

Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) : activités d'audit interne

Figure VIII
Recommandations d'audit adressées à la MINUSTAH,
par catégorie de risque



41. En 2011, le BSCI a adressé à la MINUSTAH cinq rapports d'audit contenant 23 recommandations :

- *Gestion des travaux de génie (AP2011/683/03)*
- *Fonction d'information (AP2010/683/07)*
- *Gestion du matériel (AP2010/683/08)*
- *Gestion des contrats (AP2011/683/01)*
- *Sécurité aérienne (AP2011/683/09)* (voir par. 18 à 20)

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque opérations

42. *Gestion des travaux de génie (AP2011/683/03)*. S'agissant de l'utilisation du système de gestion des stocks Galileo, les fonctions étaient insuffisamment séparées et la formation laissait à désirer. En outre, les données relatives au coût des projets n'étant pas fiables, les gestionnaires de projets n'étaient pas en mesure d'évaluer et de suivre correctement les coûts ou de prendre des mesures en temps voulu pour éviter des dépassements de coûts. Faute de mécanisme permettant d'assigner les matériels aux projets ou activités, des matériels évalués à 3,7 millions de dollars ont été attribués à 140 projets qualifiés de « travaux mineurs », ce qui équivalait à 53 % de l'ensemble des matériels alloués à de nouveaux projets du 1^{er} janvier 2010 au 31 mars 2011. La MINUSTAH a admis la nécessité de renforcer les contrôles internes pour assurer la fiabilité des données relatives aux projets dans Galileo.

43. En outre, la MINUSTAH devait élaborer des directives et procédures spécifiques pour aider les gestionnaires de projets à : a) planifier, exécuter et liquider les projets relatifs aux travaux de génie; b) suivre l'état des projets et en rendre compte; et c) gérer les travaux sous-traités. Une base de données permettant de disposer de dossiers de projets exacts et fiables était également nécessaire. Des procédures opérationnelles permanentes pour la gestion des travaux de génie sous-traités ont depuis été élaborées et approuvées et celles relatives au suivi et à la communication d'informations concernant l'état des projets internes ont été mises au point. Une base de données des projets relatifs aux travaux de génie a été établie et est régulièrement tenue à jour.

44. *Fonction d'information (AP2010/683/07)*. Faute de mécanismes de suivi permettant de mesurer l'efficacité et l'impact des services d'information de la MINUSTAH, le Bureau de la communication et de l'information n'était pas en mesure de prendre des mesures correctrices ni de modifier ses stratégies, le cas échéant. L'évaluation des activités organisées dans les centres multimédias reposait sur les réactions immédiates des participants et l'analyse de la démographie des participants. La MINUSTAH a reconnu la nécessité de mesurer en permanence l'efficacité des activités d'information.

Risque ressources humaines

45. *Fonction d'information (AP2010/683/07)*. Le Bureau de la communication et de l'information avait un taux de vacance de postes de 26 %, certains postes d'importance critique restant vacants au 31 décembre 2010. Cette situation compromettait l'efficacité des services d'information, comme la documentation photographique des réalisations de la Mission. En outre, des assistants d'information

travaillaient dans certaines régions en dehors de toute supervision rigoureuse. Des recrutements étaient en cours pour pourvoir les postes vacants.

46. *Gestion des contrats (AP2011/683/01)*. Le Groupe de la gestion des contrats ne disposait pas de ressources suffisantes pour exercer ses fonctions, six des 11 postes approuvés étant vacants, ce qui compromettait le suivi des contrats. La MINUSTAH continuait de recevoir des biens et des services en application de contrats venus à expiration pour des services de sécurité de gardes armés; des pièces détachées; et des services hospitaliers et médicaux. Une approbation a posteriori a été demandée et des mesures de recrutement sont en cours pour pourvoir les postes vacants. La MINUSTAH a indiqué que les effectifs du Groupe de la gestion des contrats étaient au complet au 31 décembre 2011.

Activités d'investigation

47. En 2011, le BSCI a publié un rapport de situation et 11 rapports d'investigation concernant la MINUSTAH :

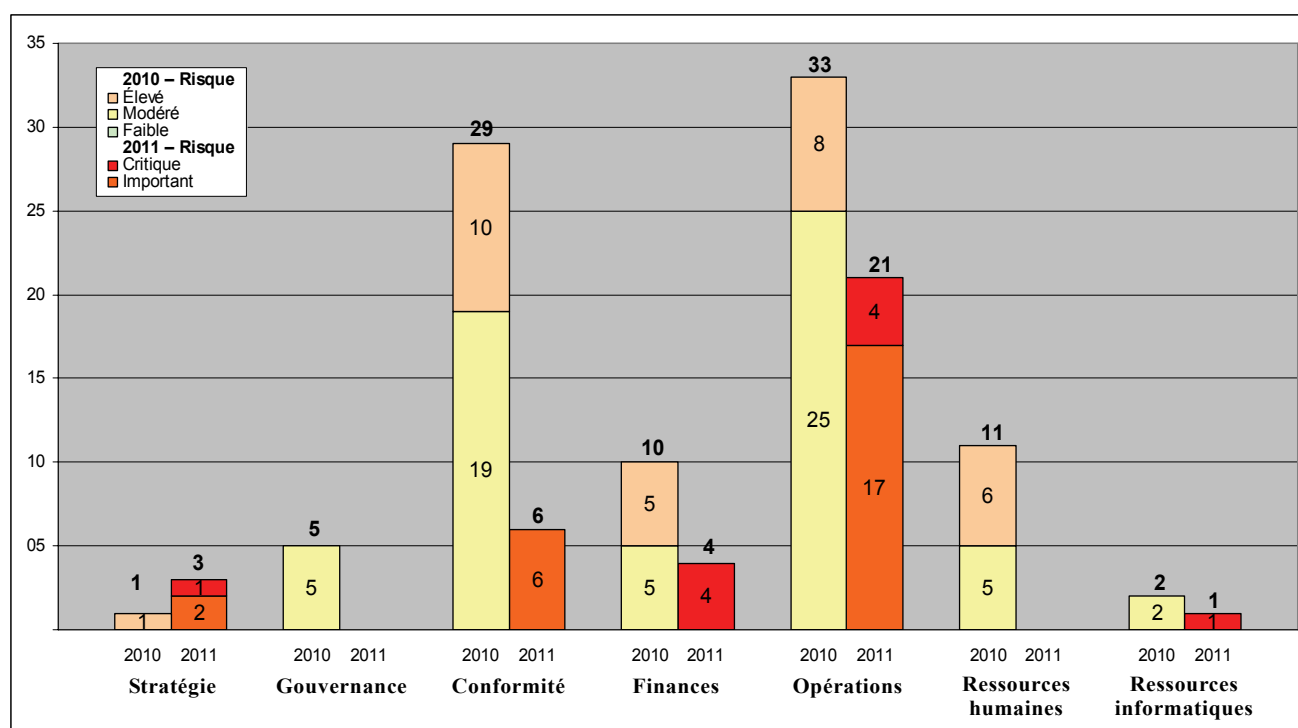
- *Rapport d'investigation sur une agression commise par un membre d'une unité de police constituée (0121/11)*
- *Rapports d'investigation sur une fraude à l'assurance dentaire imputable à des membres du personnel (0094/11, 0095/11, 0096/11, 0097/11, 0098/11, 0099/11 et 0100/11)*
- *Rapport d'investigation sur des faits d'exploitation et d'abus sexuels sur mineurs imputables à un membre de la Police des Nations Unies (0038/11)*
- *Rapport de situation sur des faits d'exploitation sexuelle et de fraude aux carburants imputables à des agents du maintien de la paix (0014/11)*
- *Rapport d'investigation sur un cas d'activité extérieure illégale, de délaissement d'enfant et de manquement à des obligations juridiques privées de la part d'un membre du personnel (0013/11)*
- *Rapport d'investigation sur des faits d'exploitation et d'abus sexuels imputables à un membre de la Police des Nations Unies (0550/09)*

En 2011, le BSCI a également publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré à la MINUSTAH (0224/10); il avait 15 affaires en cours et a ouvert 23 nouveaux dossiers d'investigation.

**Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation
en République démocratique du Congo (MONUSCO) :
activités d'audit interne**

Figure IX

**Recommandations d'audit adressées à la MONUSCO en 2010 et 2011,
par catégorie de risque**



48. En 2011, le BSCI a adressé à la MONUSCO neuf rapports d'audit contenant 35 recommandations :

- *Biens durables (AP2010/620/07)*
- *Procédure de paiement des fournisseurs (AP2010/620/09)*
- *Voyages dans la zone de la Mission (AP2010/620/08)*
- *Conduite et discipline (AP2010/620/02)*
- *Appui électoral (AP2011/620/03)*
- *Programme relatif aux affaires civiles (AP2011/620/01)*
- *Matériel appartenant aux contingents (AP2011/620/02)*
- *Gestion des rations (AP2011/620/04)*
- *Projets à effet rapide (AP2011/620/08)*

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque stratégie

49. *Appui électoral (AP2011/620/03)*. La Division de l'assistance électorale de la MONUSCO a défini les fonctions de chacune de ses unités et un calendrier précis pour l'ensemble des activités, mais n'a pas fixé d'indicateurs de résultats permettant de suivre leur exécution. En outre, un plan de sécurité a été établi en collaboration avec la Commission électorale nationale indépendante, mais n'a pas été communiqué à la Section de la sûreté et de la sécurité de la Mission ni approuvé par l'équipe de direction. La Division a élaboré un plan de travail global comportant des indicateurs de résultats pour suivre l'exécution de son mandat électoral.

50. *Programme relatif aux affaires civiles (AP2011/620/01)*. Un bon mécanisme était en place afin d'élaborer le programme de travail annuel 2010/11 de la Section des affaires civiles, associant le personnel et des représentants de services organiques, d'organisations internationales non gouvernementales et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Cependant, la population locale et le Gouvernement, deux parties prenantes essentielles, n'ont pas été consultés durant la procédure de planification. Il fallait aussi améliorer la participation du personnel de la MONUSCO dans les provinces à la planification du travail et définir des indicateurs de résultats permettant d'évaluer la réalisation des principaux objectifs de la Mission. La MONUSCO a accepté la recommandation du BSCI tendant à l'amélioration de la procédure de planification.

Risque opérations

51. *Matériel appartenant aux contingents (AP2011/620/02)*. Sur les 26 bataillons d'infanterie de la Mission, 11 (42 %) avaient des pourcentages de disponibilité opérationnelle de matériel appartenant aux contingents inférieurs aux 90 % requis depuis deux années consécutives. De plus, 19 des 41 unités de soutien (y compris hôpitaux, entreprises de génie civil et unités de police constituées) avaient des pourcentages de disponibilité opérationnelle inférieurs aux 90 % requis. Cette situation était due à l'absence de contrôle, par le Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents, de ce matériel et des mémorandums d'accord concernant la maintenance ou le remplacement en temps voulu du matériel. La Section des transports n'effectuait pas d'enquêtes de sécurité afin de s'assurer de la fiabilité de ce matériel alors que des rapports indiquaient que sur les véhicules, les moteurs, boîtes de vitesse, freins et embrayages étaient défectueux. En outre, selon le système électronique de comptabilisation des carburants dans les missions, 60 des 73 véhicules officiellement considérés comme réformés étaient alimentés en carburant, ce qui indiquait qu'ils étaient utilisés. La MONUSCO a admis la nécessité de procéder périodiquement à des inspections de sécurité du matériel appartenant aux contingents et de veiller à ce que le matériel hors service soit réparé ou remplacé en temps voulu.

Activités d'investigation

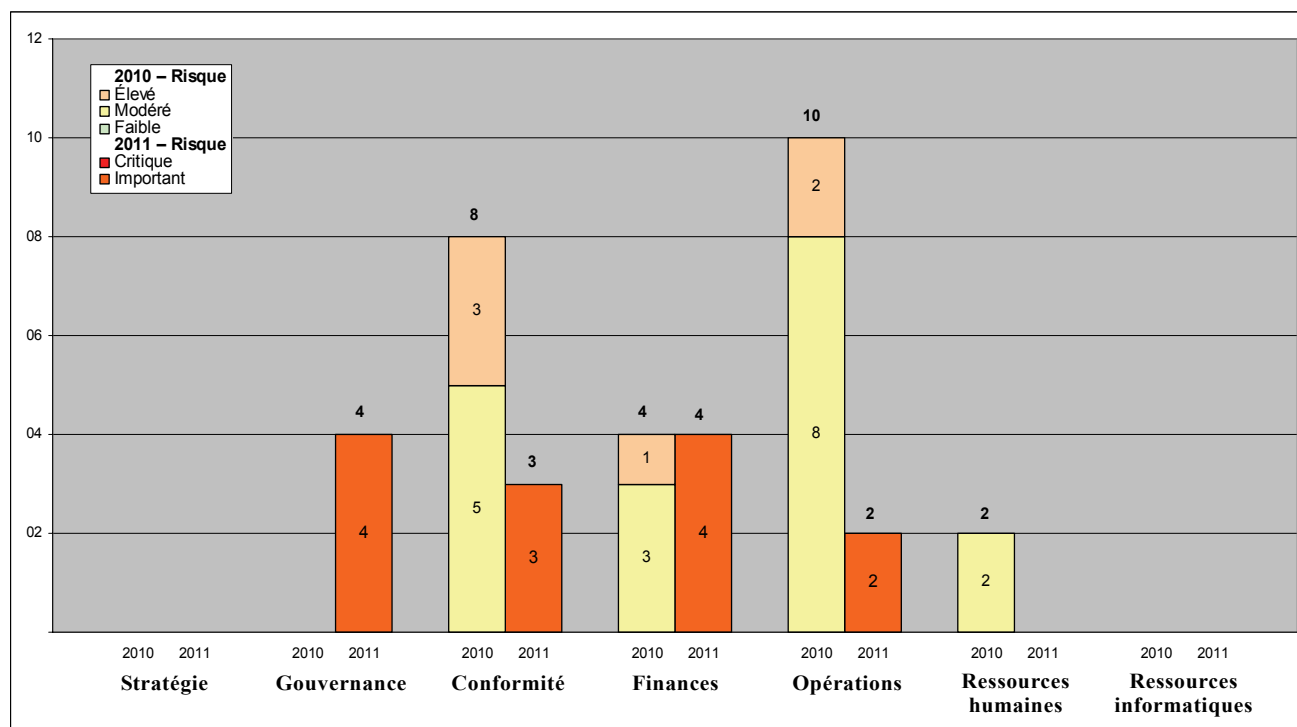
52. En 2011, le BSCI a établi 20 rapports de situation et quatre rapports d'investigation concernant de possibles comportements répréhensibles à la MONUSCO/MONUC :

- *Rapports de situation sur des cas d'exploitation et/ou d'abus sexuels, y compris des faits impliquant des mineurs, par des agents du maintien de la paix (0329/07, 0358/07, 0186/08, 0228/08, 0439/08, 0043/09, 0195/09, 0223/09, 0345/09, 0372/09, 0110/10, 0112/10, 0113/10, 0114/10, 0115/10, 0158/10, 0337/10, 0270/10)*
- *Rapport de situation sur un cas d'exploitation sexuelle par un observateur militaire (0269/10)*
- *Rapport de situation sur des malversations impliquant des agents du maintien de la paix (0459/10)*
- *Rapport d'investigation sur un cas d'exploitation et d'abus sexuels par un membre d'une unité de police constituée (0404/09)*
- *Rapport d'investigation sur un cas d'exploitation sexuelle par un observateur militaire (0032/09)*
- *Rapport d'investigation sur un signalement d'exploitation et d'abus sexuels impliquant un agent du maintien de la paix (0597/08)*
- *Rapport d'investigation sur un cas d'exploitation et d'abus sexuels impliquant un observateur militaire (0135/08)*

En 2011, le BSCI a également publié 10 rapports de clôture relatifs à un comportement répréhensible non avéré de membres du personnel de la MONUSCO/MONUC (0055/09, 0088/09, 0185/08, 0290/07, 0325/09, 0332/10, 0345/08, 0414/07, 0503/10 et 0519/10); il avait 54 affaires en cours et a ouvert 28 nouveaux dossiers d'investigation.

**Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) :
activités d'audit interne**

Figure X
**Recommandations d'audit adressées à la MANUA en 2010 et 2011,
par catégorie de risque**



53. En 2011, le BSCI a adressé à la MANUA trois rapports d'audit contenant 13 recommandations :

- *Services communs (AP2010/630/07)*
- *Sécurité aérienne (AP2011/630/06)* (voir par. 18 à 20)
- *Programme d'information (AP2011/630/04)*

Les principaux résultats sont les suivants :

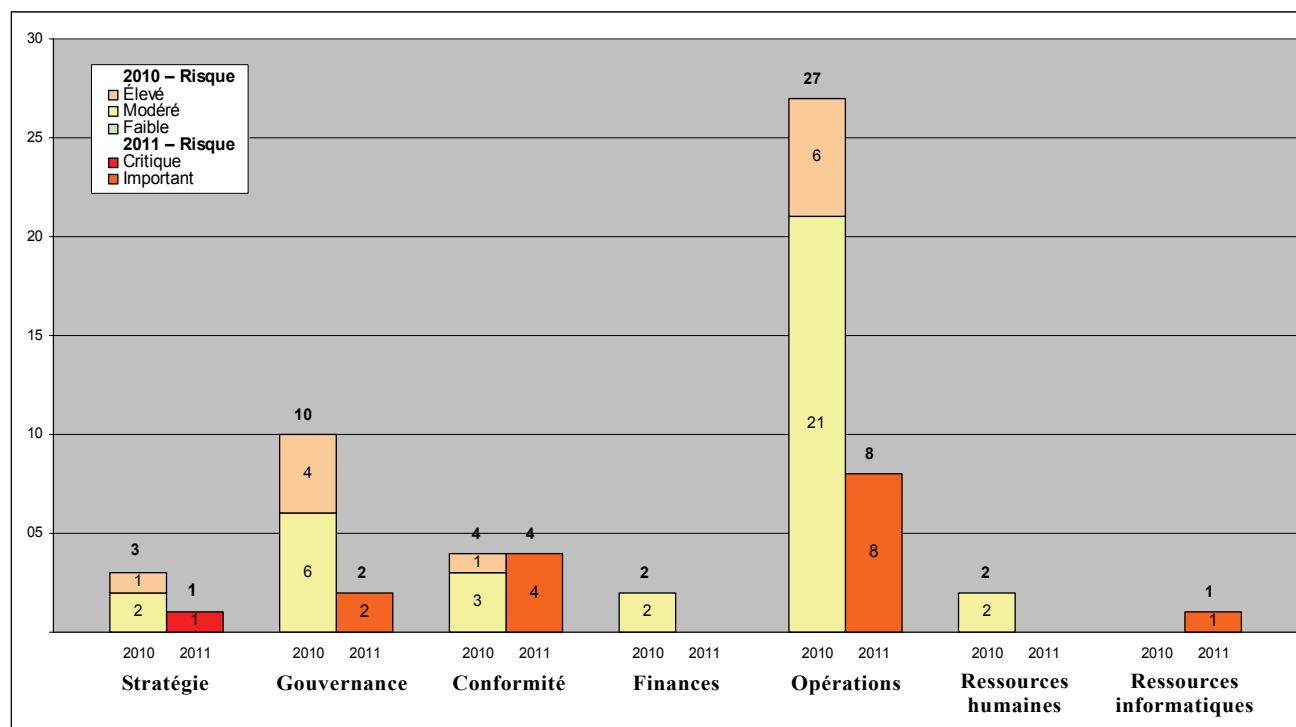
54. *Sécurité aérienne (AP2011/630/06)*. Les principaux problèmes constatés ont été relatés au titre des questions transversales concernant la sécurité aérienne (voir par. 18 à 20).

Activités d'investigation

55. En 2011, le BSCI a publié un rapport de clôture relatif à un possible comportement répréhensible à la MANUA (0506/10); il avait une affaire en cours et a ouvert un nouveau dossier d'investigation.

**Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) :
activités d'audit interne**

Figure XI
**Recommandations d'audit adressées à la MANUI en 2010 et 2011,
par catégorie de risque**



56. En 2011, le BSCI a adressé à la MANUI quatre rapports d'audit contenant 16 recommandations :

- *Passation de contrats importants (AP2010/812/03)*
- *Gestion de la continuité des opérations (AP2010/812/04)*
- *Services de transport terrestre (AP2011/812/01)*
- *Sécurité aérienne (AP2011/812/06) (voir par. 18 à 20)*

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque gouvernance

57. *Gestion de la continuité des opérations (AP2010/812/04)*. La MANUI n'a pas établi de plan intégré de continuité des opérations et de reprise après sinistre définissant les activités et tâches essentielles pour la Mission et les mesures à prendre pour assurer la continuité des opérations après un événement perturbateur. La Section des technologies de l'information et des communications disposait d'un tel plan qui n'avait cependant pas été régulièrement testé. Il y avait d'autres plans de sûreté et de sécurité comme le plan de sécurité pour le pays et le plan d'intervention d'urgence en matière aérienne, mais plusieurs fonctions, dont la logistique,

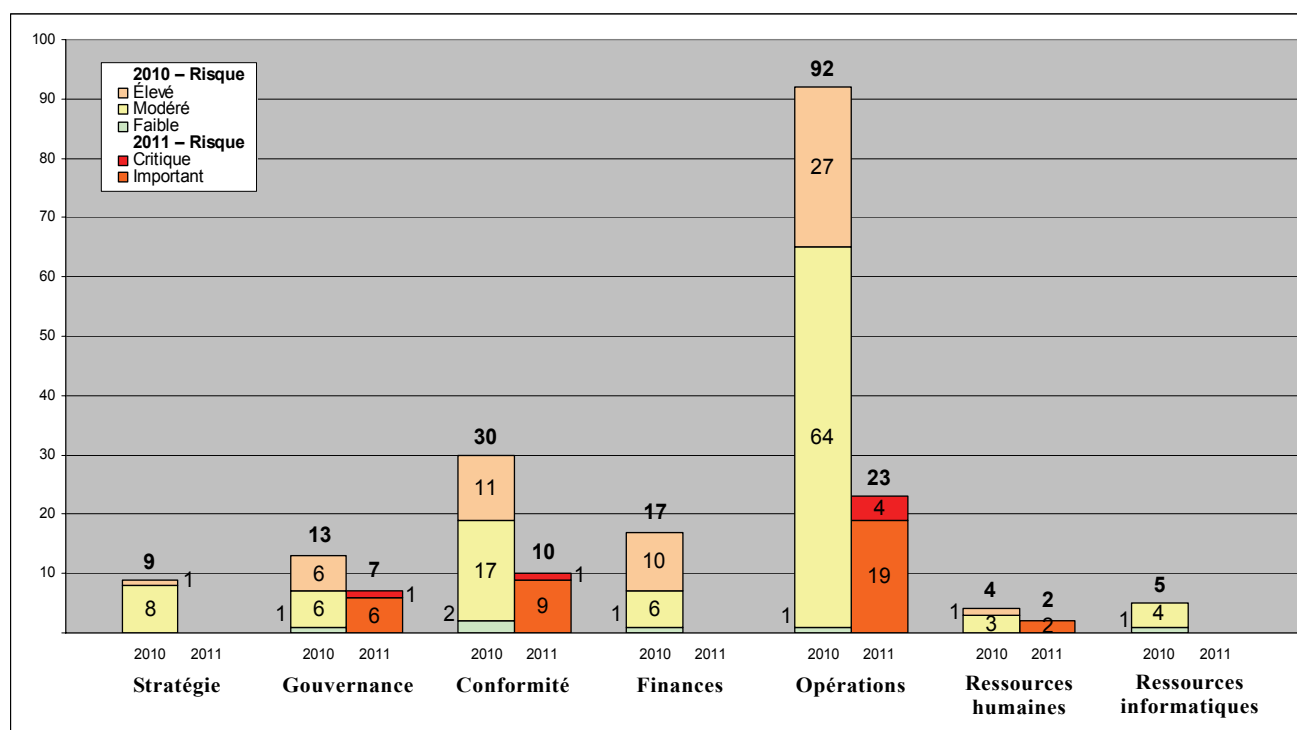
l'ingénierie et le transport, soit ne disposaient d'aucun plan, soit avaient un plan qui n'envisageait pas l'ensemble des sites. Cela était dû principalement au fait que le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions n'avaient pas publié de directive ni d'instructions générales sur l'élaboration de tels plans dans les missions. La MANUI a admis la nécessité de concevoir une politique et des procédures opérationnelles permanentes propres à la mission et a mis au point un projet de plan général de continuité des opérations et de reprise après sinistre, qui sera testé et appliqué en 2012.

Activités d'investigation

58. En 2011, le BSCI a publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré à la MANUI (0389/08); il avait deux affaires en cours et a ouvert deux nouveaux dossiers d'investigation.

Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) : activités d'audit interne

Figure XII
Recommandations d'audit adressées à la MINUAD en 2010 et 2011, par catégorie de risque



59. En 2011, le BSCI a adressé à la MINUAD cinq rapports d'audit contenant 42 recommandations :

- *Opérations du Groupe du VIH/sida (AP2010/634/10)*
- *Opérations concernant l'approvisionnement en eau et la protection de l'environnement (AP2010/634/11)*

- *Sécurité aérienne (AP2010/634/19)* (voir par. 18 à 20)
- *Logement du personnel fourni par l'administration de la Mission (AP2011/634/18)*
- *Recrutement de personnel sur le plan national (AP2011/634/01)*

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque stratégie

60. *Opérations du Groupe du VIH/sida (AP2010/634/10)*. Les problèmes liés au VIH/sida n'avaient pas été dûment intégrés dans les programmes des sections organiques, le Groupe du VIH/sida n'ayant pas fourni une contribution technique et un appui à la planification suffisants. C'était là un obstacle à une intégration efficace des problèmes liés au VIH/sida. La Mission a reconnu la nécessité d'une intégration effective et le Groupe du VIH/sida a accepté de faire le nécessaire. En conséquence, le Groupe du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration a intégré les activités liées au VIH/sida dans son plan de travail, tandis que les autres sections organiques sont en voie de le faire.

Risque opérations

61. *Opérations du Groupe du VIH/sida (AP2010/634/10)*. La fourniture de services de consultation et de dépistage confidentiels n'était pas satisfaisante : les salles prévues à cet effet étaient trop proches des autres bureaux; les trousseaux de dépistage du VIH/sida n'étaient pas disponibles dans le secteur Sud; et les fournitures médicales à Zaleingi étaient conservées à des températures supérieures aux normes. Le Groupe n'avait pas affecté de personnel dans des sites éloignés comme Um Barru et Tine, et aucun agent ne s'était jamais rendu dans certains de ces sites. Depuis, la situation s'est améliorée avec l'affectation d'un espace dans le camp géant d'El Geneina. De plus, des services mobiles de dépistage ont été institués pour tous les sites éloignés, y compris Um Barru et Tine. Cependant, les problèmes d'effectifs restent une contrainte majeure. Un nouveau membre du personnel est arrivé en janvier 2012, mais six autres attendent leurs visas depuis 2011.

62. *Opérations concernant l'approvisionnement en eau et la protection de l'environnement (AP2010/634/11)*. La Section de l'approvisionnement en eau et de la protection de l'environnement de la MINUAD n'a pas été à même d'appliquer intégralement les mesures nécessaires pour parvenir à l'autosuffisance hydrique dans tous les sites de la zone de la Mission, en raison principalement des retards pris dans le forage de puits. En janvier 2011, seuls 26 des 95 puits prévus (soit 27 %) avaient été forés, à cause de retards dans l'achat de matériel de forage, de retards dans l'acquisition de terrains appropriés et de problèmes de sécurité qui avaient empêché le recours à la sous-traitance ou l'accès aux sites de forage. De plus, les puits nouvellement forés n'étaient pas toujours mis en service en temps voulu. La MINUAD tentait de remédier aux retards, qui avaient entraîné un supplément annuel de dépenses de quelque 1,2 million de dollars pour des achats d'eau, ainsi que des délais de déploiement de personnel civil, militaire et de police.

63. En outre, en raison de l'insuffisance des capacités de gestion des eaux usées en certains lieux, le système d'évacuation n'était pas satisfaisant. Ainsi à Nyala, les eaux usées étaient évacuées en bordure de la route et dévalaient la pente, aggravant ainsi les risques sanitaires potentiels pour la population locale, et à un endroit à El Fasher, les eaux usées débordaient souvent de fosses septiques inadaptées,

dégageant des odeurs fétides et créant une situation insalubre. Le contrôle insuffisant des modes d'évacuation des eaux usées, l'absence de sensibilisation aux problèmes de l'environnement des membres du personnel et des entrepreneurs, et les délais de déploiement d'installations de traitement dus au manque de matériaux de construction étaient les principales causes de cette situation. La MINUAD prenait des mesures pour améliorer l'évacuation des eaux usées.

64. *Logement du personnel fourni par l'administration de la Mission (AP2011/634/18)*. En raison principalement de l'absence de politiques et de procédures, et de l'incohérence dans l'attribution de logements au personnel de la Mission, les membres du personnel s'estimaient injustement brimés. Dans certains cas, les logements qui leur étaient remis étaient inachevés ou mal équipés et à cause de la médiocre qualité des constructions, certains étaient infestés de rongeurs. La MINUAD devait établir, communiquer et appliquer systématiquement des normes de logement appropriées. Depuis, la Mission a élaboré à cette fin un guide du logement qui précise les normes applicables. La Mission envisage en outre d'assainir les logements par fumigation.

Risque sûreté et sécurité

65. *Logement du personnel fourni par l'administration de la Mission (AP2011/634/18)*. Les conditions de vie du personnel de la Mission étaient généralement médiocres. Il n'y avait pas d'espaces communs aménagés, de systèmes de drainage efficaces ni de dispositifs satisfaisants d'enlèvement des ordures, les robinets d'eau, réserves d'eau d'urgence et extincteurs étaient en nombre insuffisant, et le périmètre de la Mission était dépourvu de clôture et de système d'éclairage empêchant l'intrusion de personnes non autorisées ou de chiens errants. La MINUAD a entrepris de remédier aux carences en matière d'hébergement, et les conditions de logement du personnel dans le camp géant d'El Geneina sont conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle. Des renforcements de la sûreté et de la sécurité sont aussi opérés dans d'autres sites, et les conditions de vie sont améliorées par la fourniture de services de blanchisserie et d'équipements sportifs et récréatifs. Le projet d'aménagement d'espaces verts autour des résidences du personnel bénéficiant de l'indemnité de subsistance (missions) à El Fasher sera repris dès que l'installation d'eau recyclée sera raccordée.

Risque ressources humaines

66. *Recrutement de personnel sur le plan national (AP2011/634/01)*. Aucune directive n'étant fournie au personnel chargé du recrutement sur le plan national, les politiques et procédures de recrutement n'étaient pas respectées, les manquements prenant notamment les formes ci-après :

- a) Élaboration et diffusion des avis de vacance de postes laissant à désirer;
- b) Assurances insuffisantes que tous les candidats étaient évalués par rapport aux critères arrêtés (dans 32 cas de recrutement sur 192);
- c) Des candidats ne répondant pas aux conditions minimales requises étaient convoqués à un entretien et retenus;
- d) Il n'était pas suffisamment démontré que tous les candidats qualifiés étaient convoqués à un entretien;

- e) Les références n'étaient pas vérifiées.

La MINUAD a depuis élaboré des procédures pour le recrutement de personnel sur le plan national afin de préciser les rôles et les responsabilités du personnel participant au recrutement, et fixé les procédures à suivre, notamment pour contrôler la conformité aux règles et directives de l'ONU.

Activités d'investigation

67. En 2011, le BSCI a publié trois rapports de situation et deux rapports d'investigation concernant la MINUAD :

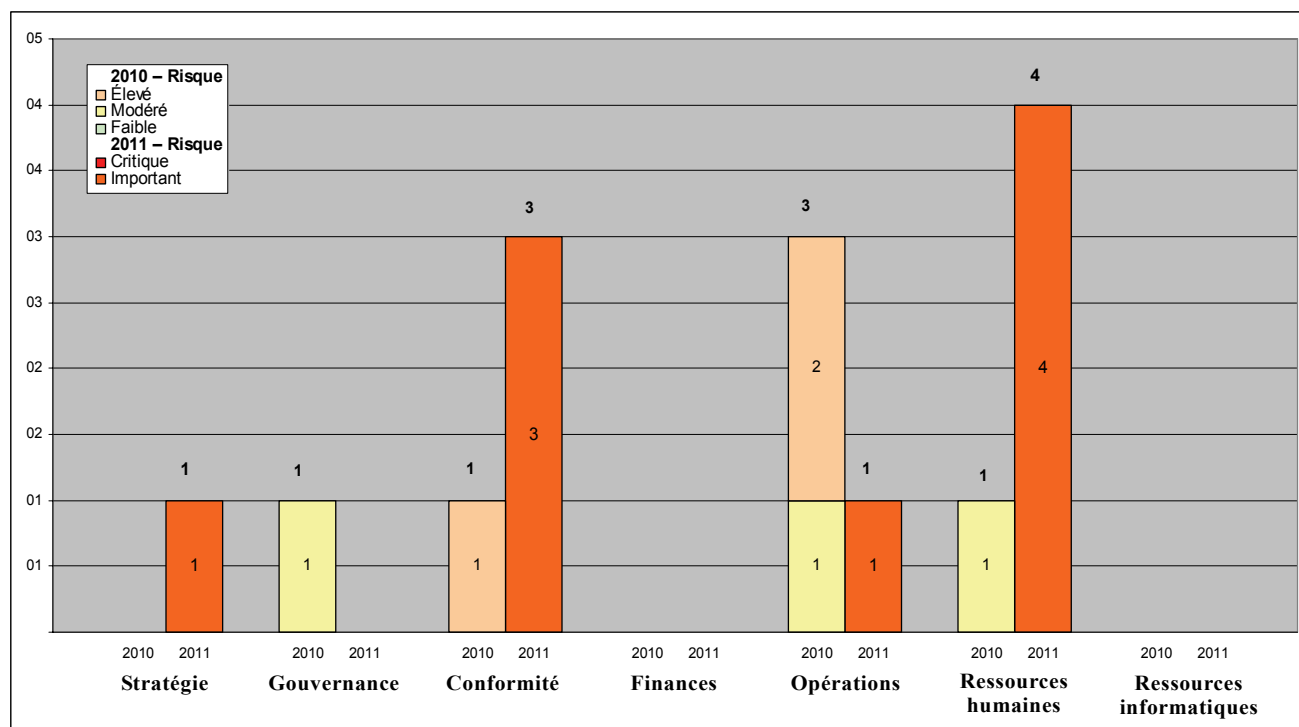
- *Rapport de situation sur le meurtre par balle de deux agents du maintien de la paix (0230/11)*
- *Rapport de situation sur le meurtre par balle d'un ressortissant soudanais par un agent du maintien de la paix (0154/11)*
- *Rapport d'investigation sur une tentative de fraude aux prestations par un membre du personnel (0421/10)*
- *Rapport de situation sur le meurtre par balle d'un agent du maintien de la paix (0565/09)*
- *Rapport d'investigation sur des malversations imputables à un membre du personnel (0491/09)*

En 2011, le BSCI a également publié trois rapports de clôture relatifs à un comportement répréhensible non avéré à la MINUAD (0182/11, 0507/10 et 0562/09); il avait cinq affaires en cours et a ouvert trois nouveaux dossiers d'investigation.

68. Tous les rapports de situation à la MINUAD concernaient des violences, mais aucun cas d'exploitation et d'abus sexuels n'a été signalé. Il n'y avait aucun rapport d'investigation concernant ce type de faits. Les rapports publiés portaient sur des vols et des malversations. L'absence de signalement d'exploitation et d'abus sexuels laisse penser que c'est peut-être le contexte opérationnel qui décourage ou empêche de tels faits.

**Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) :
activités d'audit interne**

Figure XIII
**Recommandations d'audit adressées à la FNUOD en 2010 et 2011,
par catégorie de risque**

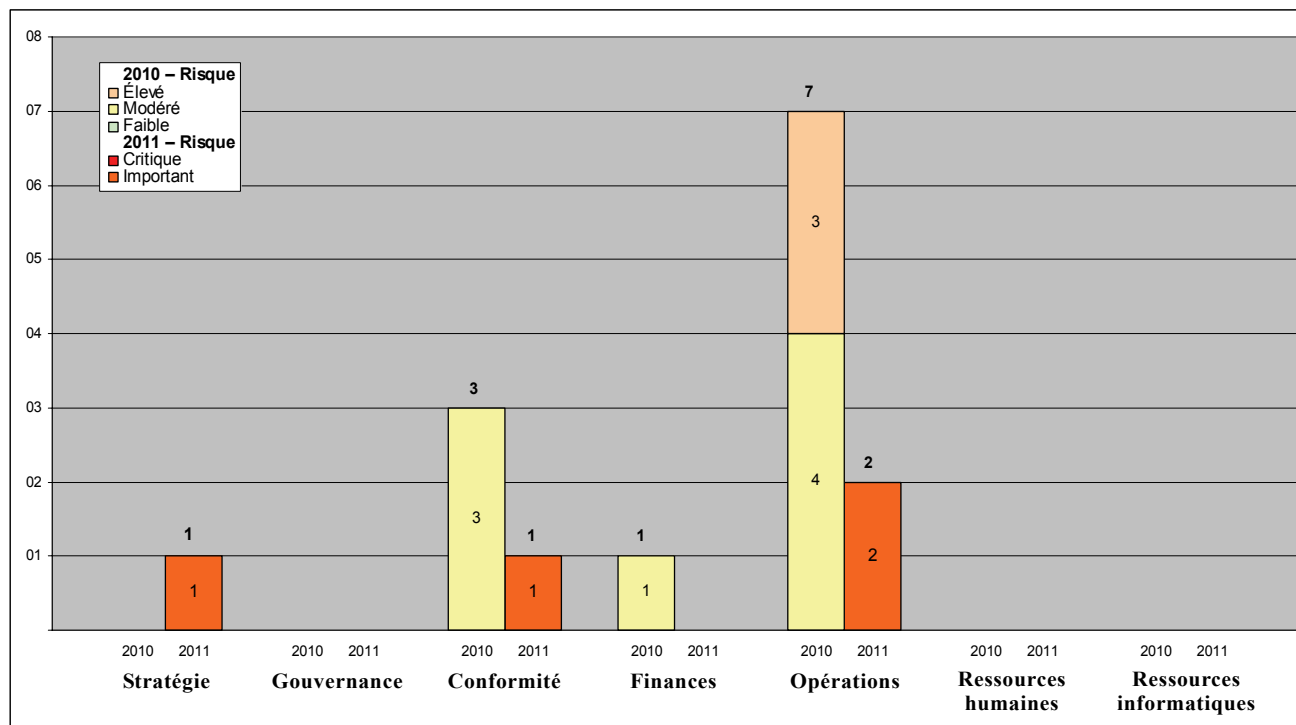


69. En 2011, le BSCI a adressé à la FNUOD deux rapports d'audit contenant neuf recommandations (aucune n'étant qualifiée de critique) :

- *Gestion des ressources humaines (AP2011/670/01)*
- *Gestion des carburants et des rations alimentaires (AP2011/670/02)*

**Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
(UNFICYP) : activités d'audit interne**

Figure XIV
**Recommandations d'audit adressées à l'UNFICYP en 2010 et 2011,
par catégorie de risque**



70. En 2011, le BSCI a adressé à l'UNFICYP deux rapports d'audit contenant quatre recommandations :

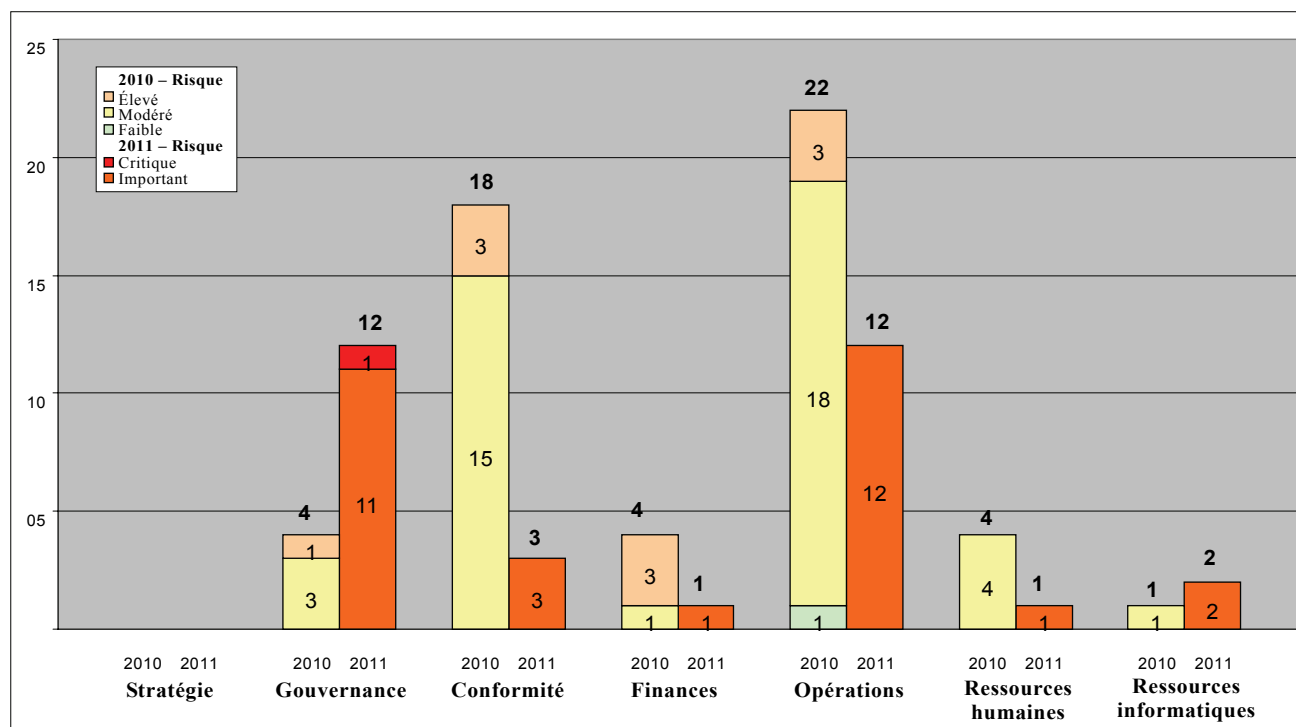
- *Sécurité aérienne (AP2011/654/03)* (voir par. 18 à 20)
- *Sécurité (AP2011/654/02)*

Activités d'investigation

71. En 2011, le BSCI a publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré à l'UNFICYP (0246/09); il avait une affaire en instance et a ouvert un nouveau dossier d'investigation.

**Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) :
activités d'audit interne**

Figure XV
**Recommandations d'audit adressées à la FINUL en 2010 et 2011,
par catégorie de risque**



72. En 2011, le BSCI a adressé à la FINUL cinq rapports d'audit contenant 31 recommandations :

- *Information (AP2010/672/04)*
- *Équipe Déontologie et discipline et ses responsabilités régionales (AP2010/672/05)*
- *Gestion du matériel appartenant aux contingents (AP2011/672/01)*
- *Sécurité aérienne (AP2011/672/08) (voir par. 18 à 20)*
- *Gouvernance et sécurité des TIC (AT2010/672/01)*

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque gouvernance

73. *Équipe Déontologie et discipline et ses responsabilités régionales (AP2010/672/05)*. Depuis sa création en 2007, l'Équipe Déontologie et discipline de la FINUL fonctionne comme un bureau régional de fait couvrant la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi (Italie) (BSLB) et cinq missions de la région, à savoir la FINUL, la FNUOD, l'UNFICYP, l'ONUST et l'UNSCO. Or, l'Équipe Déontologie et discipline n'avait aucun mandat spécifique pour la région

et, avant janvier 2011, il n'existait aucune communication écrite du Siège officialisant ses responsabilités régionales. En conséquence, elle s'appuyait essentiellement sur le mandat général défini par le Département de l'appui aux missions, mais rencontrait fréquemment des difficultés pour convaincre les missions de ses responsabilités. Par ailleurs, sans mandat spécifique pour la région, le Chef de l'Équipe Déontologie et discipline ne pouvait pas avoir accès aux rapports relatifs à des allégations de faute et aux enquêtes, ni demander des informations sur les programmes et activités de formation en matière de déontologie et de discipline dans les autres missions.

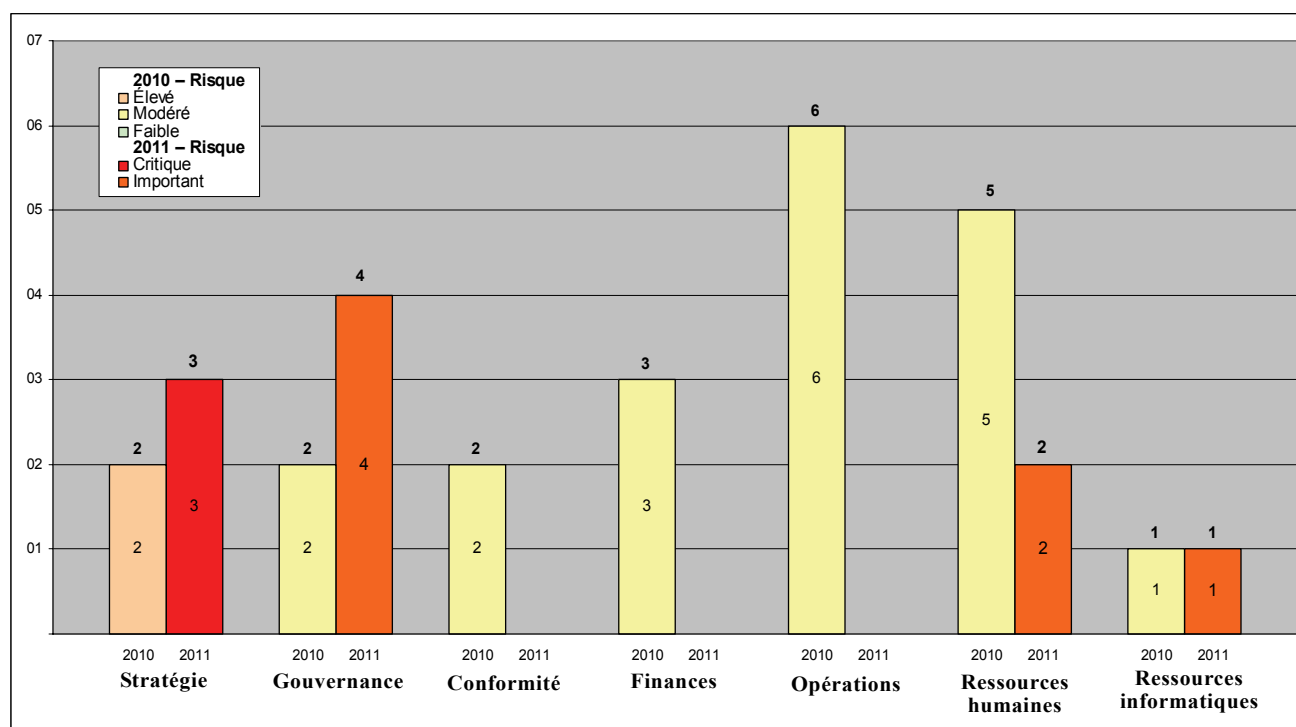
Activités d'investigation

74. En 2011, le BSCI a publié deux rapports de situation relatifs à de possibles comportements répréhensibles à la FINUL; il avait une affaire en cours et a ouvert un nouveau dossier d'investigation :

- *Rapport de situation sur le décès suspect d'un agent du maintien de la paix (0176/11)*
- *Rapport de situation sur un tir accidentel de roquette imputable à un agent du maintien de la paix (0385/10)*

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) : activités d'audit interne

Figure XVI
Recommandations d'audit adressées à la MINUK en 2010 et 2011,
par catégorie de risque



75. En 2011, le BSCI a adressé à la MINUK trois rapports d'audit contenant 10 recommandations :

- *Structures de reconfiguration pour l'exécution du mandat et la responsabilité (AP2010/650/02)*
- *Gestion de l'administration de la MINUK à Mitrovica et rôle des représentants municipaux dans le nord du Kosovo (AP2010/650/03)*
- *Gestion des documents confidentiels (AP2011/650/02)*

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque stratégie

76. *Structures de reconfiguration pour l'exécution du mandat et la responsabilité (AP2010/650/02)*. La MINUK n'a pas procédé à une évaluation globale des risques liés à l'exercice de ses nouvelles attributions telles qu'elles sont énoncées dans les rapports du Secrétaire général qui ont fixé une direction stratégique dans le cadre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité (S/2008/354 et S/2008/692). L'évaluation des risques aurait pu guider la formulation de décisions stratégiques, d'un plan d'exécution du mandat et de plans opérationnels afin de renforcer les contrôles sur leur exécution. La MINUK a ultérieurement mis au point un plan d'exécution du mandat.

Risque opérations

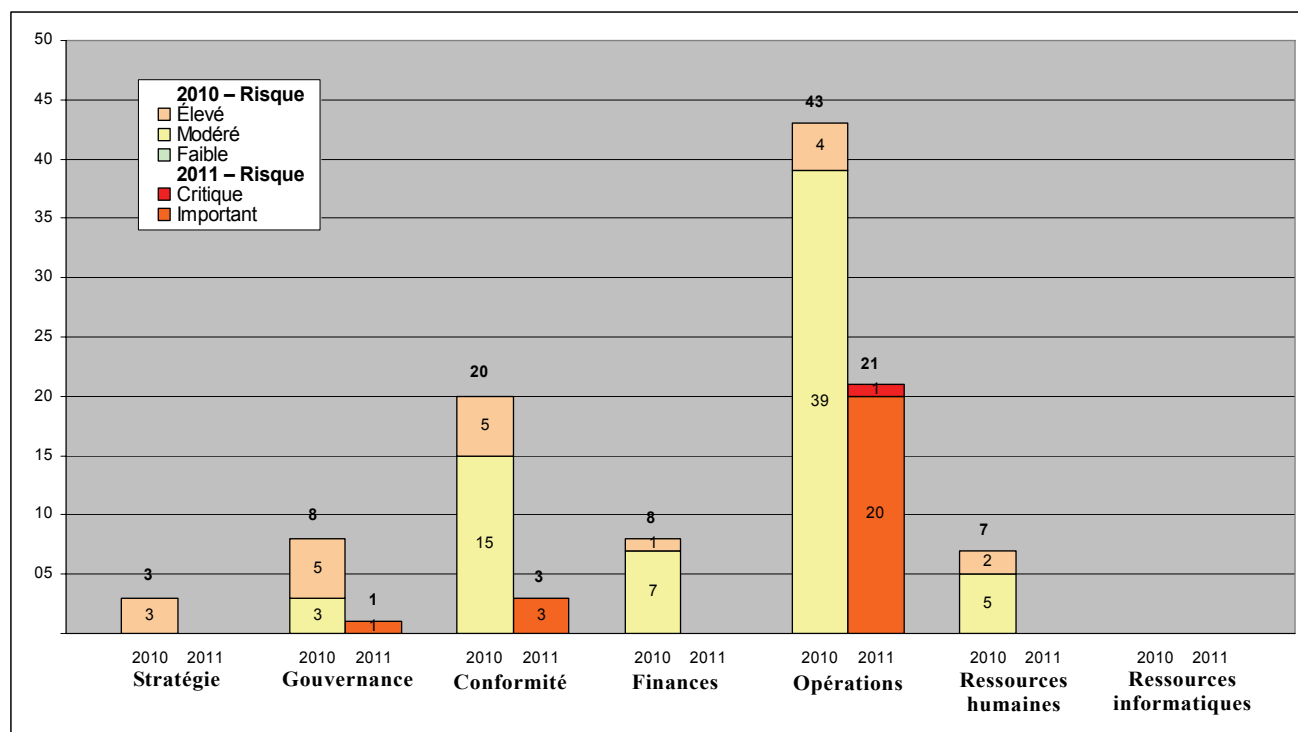
77. *Gestion de l'administration de la MINUK à Mitrovica et rôle des représentants municipaux dans le nord du Kosovo (AP2010/650/03)*. Le Département du cadastre de l'administration de la MINUK à Mitrovica ne disposait pas de moyens suffisants pour entreposer les dossiers, qui étaient conservés dans des boîtes de classement dans le bureau. La perte de ces dossiers rendrait problématique la vérification des titres de propriété et de l'authenticité des modifications apportées aux parcelles de terrain, en particulier pour les communautés n'ayant pas accès à la base de données du cadastre. Un dispositif d'entreposage des archives et des dossiers atténuerait les risques de vol, de perte ou de détérioration des dossiers. La MINUK a admis la nécessité d'un système de conservation des dossiers et des archives et d'un dispositif d'entreposage sûr.

Activités d'investigation

78. En 2011, le BSCI a publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré à la MINUK (0374/09); il avait une affaire en cours et a ouvert un nouveau dossier d'investigation.

Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) : activités d'audit interne

Figure XVII
Recommandations d'audit adressées à la MINUL en 2010 et 2011,
par catégorie de risque



79. En 2011, le BSCI a adressé à la MINUL six rapports d'audit contenant 25 recommandations :

- *Sûreté et sécurité (AP2010/626/02)*
- *Opérations d'entreposage (AP2010/626/04)*
- *Appui électoral (AP2011/626/02)*
- *Sécurité aérienne et opérations aériennes (AP2011/626/03) (voir par. 18 à 20)*
- *Gestion des carburants (AP2011/626/04)*
- *Gestion des achats (AG2011/626/01)*

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque stratégie

80. *Appui électoral (AP2011/626/02)*. La Mission a créé une équipe électorale en janvier 2011 et a proposé d'allouer un budget à des activités d'appui électoral complémentaires de celles de l'équipe électorale du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) installée dans les locaux de la Commission électorale nationale. En avril 2011, il n'y avait aucune stratégie ni aucun plan d'action précis de la MINUL en vue d'une assistance électorale. Il n'existait pas non

plus de structure ni de moyens d'appui électoral suffisants au sein de la MINUL, ce qui pouvait compromettre sa capacité de déterminer les besoins du Gouvernement libérien à cet égard et de prendre les mesures nécessaires en temps voulu. La MINUL a indiqué que depuis octobre 2010, l'appui au processus électoral était coordonné dans le cadre des réunions de l'équipe spéciale commune MINUL/PNUD chargée des questions électorales, et qu'un plan détaillé devait être fondé sur les carences des capacités nationales, la résolution 1938 (2010) du Conseil de sécurité indiquant que la Mission aiderait le Gouvernement « sur sa demande ».

Risque opérations

81. *Gestion des carburants (AP2011/626/04)*. Les données relatives aux carburants enregistrées dans le système électronique de comptabilisation des carburants dans les missions et le système CarLog de contrôle et de suivi des déplacements des véhicules n'étaient pas fiables. Ces données n'étaient pas systématiquement actualisées et rapprochées pour indiquer l'utilisation effective de carburant, ce qui entraînait des différences inexpliquées entre les volumes de carburant censément fournis et reçus par les groupes des carburants, des transports aériens et de la réception et de l'inspection du matériel et les contingents. Les pompistes exerçaient des fonctions incompatibles en distribuant le carburant pour les véhicules tout en enregistrant les opérations correspondantes dans le système pertinent. En outre, les réserves stratégiques de carburant constituées par le fournisseur étaient inférieures au niveau fixé par le contrat. La MINUL a accepté de renforcer les contrôles internes sur la distribution, la réception et l'utilisation de carburant et de veiller au respect par le fournisseur des dispositions du contrat de fourniture de carburant.

82. *Gestion des achats (AG2011/626/01)*. Il y avait plusieurs déficiences du contrôle dans l'achat des services de maintenance des véhicules, ce qui se traduisait par des tarifs exorbitants des fournisseurs dans des relations de sous-traitance. Pour la MINUL, la surfacturation de ces services représentait environ 442 000 dollars. La MINUL a ultérieurement renforcé les contrôles internes sur les achats.

Activités d'investigation

83. En 2011, le BSCI a publié six rapports de situation relatifs à de possibles comportements répréhensibles au sein de la MINUL :

- *Rapport de situation sur des faits d'exploitation et/ou d'abus sexuels, y compris sur mineur, imputables à des agents du maintien de la paix (0160/11, 0102/11, 0370/10, 0470/09)*
- *Rapport de situation sur une fraude aux carburants imputable à des agents du maintien de la paix (0571/10)*
- *Rapport de situation sur le décès d'un agent du maintien de la paix (0936/06)*

En 2011, le BSCI a également publié huit rapports de clôture relatifs à des fautes non étayées de membres du personnel de la MINUL (0025/11, 0169/09, 0198/07, 0254/09, 0294/10, 0364/07, 0533/10 et 0606/05); il avait 19 affaires en cours et a ouvert 17 nouveaux dossiers d'investigation.

84. Dans le cadre des efforts du BSCI visant à résorber l'arriéré des enquêtes et à gérer plus rapidement les nouveaux dossiers d'investigation, une initiative spéciale Afrique de l'Ouest a été établie au Siège et chargée de toutes les nouvelles affaires,

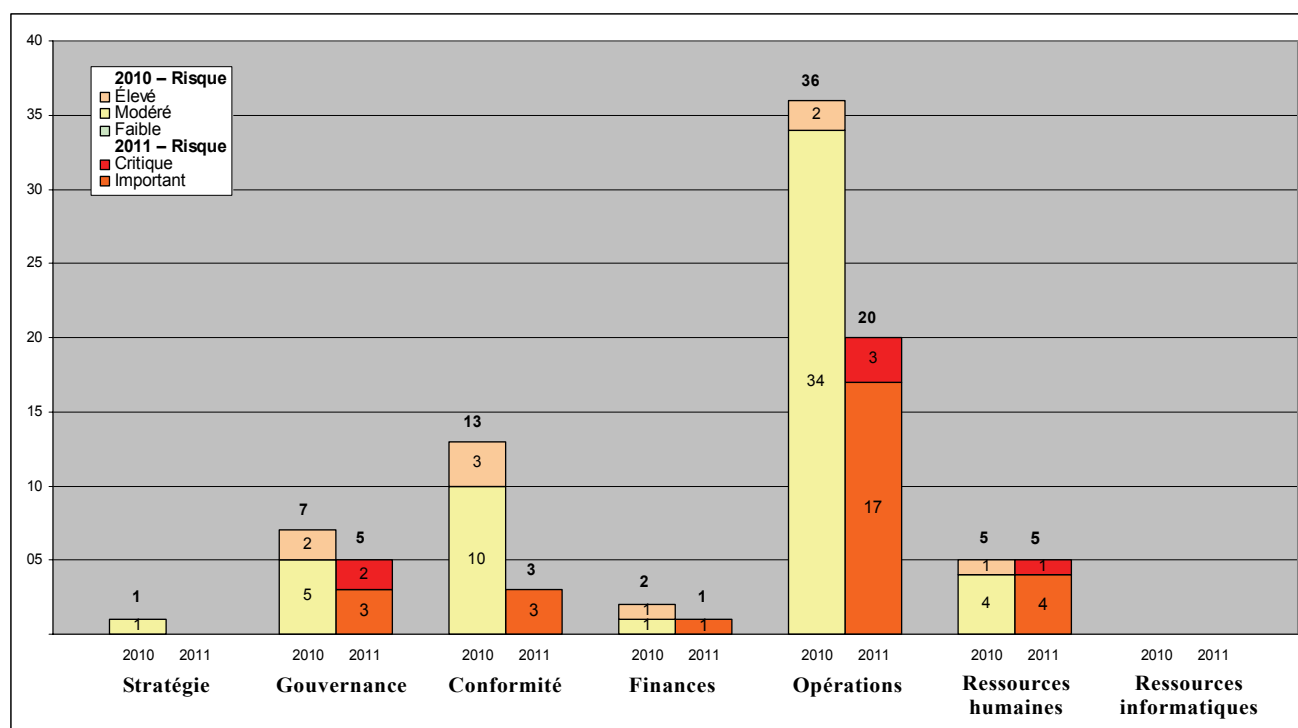
permettant ainsi au bureau de Nairobi de mener à bien les investigations encore en suspens. L'initiative a été efficace en montrant les avantages d'une approche souple des enquêtes fondée sur les fluctuations de la demande et les capacités.

Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL) : activités d'investigation

85. En 2011, le BSCI a publié un rapport de clôture relatif à une faute non avérée d'un membre du personnel du BINUCSIL (0553/10); il avait une affaire en cours et a ouvert un nouveau dossier d'investigation.

Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) : activités d'audit interne

Figure XVIII
Recommandations d'audit adressées à la MINUS en 2010 et 2011,
par catégorie de risque



86. En 2011, le BSCI a adressé à la MINUS 10 rapports d'audit contenant 34 recommandations :

- *Sécurité (AP2010/632/06)*
- *Gestion des stocks (AP2010/632/11)*
- *Continuité des opérations et gestion des crises (AP2010/632/12)*
- *Programme de prévention du VIH/sida et de sensibilisation (AP2010/632/14)*
- *Gestion des carburants (AP2011/632/01)*

- *Gestion des contrats (AP2011/632/02)*
- *Programme d'information (AP2010/632/03)*
- *Sécurité aérienne (AP2011/632/15)* (voir par. 18 à 20)
- *Planification de la liquidation (AP2011/632/16)*
- *Gestion des archives et des dossiers (AP2011/632/19)*

Les principaux résultats sont les suivants :

Risque opérations

87. *Gestion des stocks (AP2010/632/11)*. Il n'y avait pas de plan formalisé de transfert des stocks de la base logistique d'El Obeid à Juba. Bien que la Mission ait indiqué que des réunions avaient été tenues et qu'un plan d'action avait été élaboré pour le transfert, les résultats des réunions n'étaient pas consignés. En conséquence, le transfert de plus de 293 conteneurs maritimes de biens fongibles et non fongibles à Juba n'a pas été dûment planifié, et aucune procédure n'a été mise en place pour comptabiliser le contenu des cargaisons. À l'arrivée à Juba, les conteneurs ont été entreposés de façon désordonnée dans une zone animée, ce qui les rendait difficilement accessibles, et 10 conteneurs appartenant à la Section du génie ont été laissés ouverts dans une zone inondée et couverte d'une abondante végétation, ce qui les exposait aux mauvaises conditions météorologiques et au vol de leur contenu. La MINUS a accepté de veiller à ce que, pour tous les futurs transferts d'actifs, une planification et des dispositifs d'entreposage satisfaisants soient mis en place.

88. *Continuité des opérations et gestion des crises (AP2010/632/12)*. Dans le cadre de ses activités de gestion des crises, la MINUS a établi un plan d'évacuation et de transfert en vue d'assurer la protection des personnes et des biens en cas de crise. Le plan n'a cependant pas été testé ni présenté au personnel en vue de garantir son adéquation et son efficacité, et il n'a pas non plus été actualisé avec l'indication des coordonnées des agents responsables. La Mission a accepté d'actualiser et de tester son plan d'évacuation et de transfert.

Activités d'évaluation

89. La Division de l'inspection et de l'évaluation a procédé à une évaluation de la performance et des résultats de la MINUS. La Mission a progressé dans l'exécution de son mandat consistant à appuyer l'Accord de paix global, mais son succès a été entravé par de graves difficultés. Le faible niveau de coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies a notamment constitué un problème critique. Le Secrétaire général a prié la MINUS de mettre en place un partenariat stratégique efficace avec l'équipe de pays, assorti de mécanismes de coopération complémentaires sous différentes formes sur le plan structurel. Cependant, la Mission ne disposait pas d'un système de planification stratégique intégrée ni d'exécution intégrée des programmes avec l'équipe de pays. Créée en 2005, c'est seulement en 2008 que la MINUS a élaboré son premier plan d'exécution intégrée. Des désaccords sont survenus au sujet de la direction des activités du programme intégré, et les problèmes structurels ont compliqué davantage la coordination et l'intégration entre la MINUS et l'équipe de pays.

90. Ces problèmes ont empêché la mise en place d'un partenariat stratégique synergique. Les élections nationales ont montré que les organismes des Nations Unies n'avaient pas œuvré à l'unisson au Soudan. Les composantes du Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration ont mené leurs activités de manière parallèle plutôt qu'intégrée, ce qui a entamé l'efficacité et l'efficience du Groupe. Toutefois, l'intégration a été récemment renforcée, comme en témoignent la tenue de réunions élargies de l'équipe de pays et la création de la Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections. Le plan d'action intégré de la MINUS et de l'équipe de pays a été élaboré en juillet 2010 et les préparatifs conjoints des référendums ont débuté vers la fin de 2010.

91. Le BSCI a recommandé que le Département des opérations de maintien de la paix s'attache à rendre plus efficace le partenariat entre la mission de maintien de la paix et l'équipe de pays afin de garantir l'unité d'action du système des Nations Unies dans le pays. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait en outre accepter que l'équipe de pays des Nations Unies prenne la direction des activités de coopération, si nécessaire.

Activités d'investigation

92. En 2011, le BSCI a publié cinq rapports de situation, cinq rapports d'investigation et un rapport d'évaluation concernant de possibles comportements répréhensibles au sein de la MINUS :

- *Rapport d'investigation sur de possibles détournements de fonds par un membre de la Police des Nations Unies (0239/11)*
- *Rapport de situation sur la tentative de vente d'uniformes militaires par un agent du maintien de la paix (0184/11)*
- *Rapport de situation sur une violation par des agents du maintien de la paix de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (0012/11 et 0011/11)*
- *Rapport de situation sur une agression sexuelle impliquant un agent du maintien de la paix (0007/11)*
- *Rapport d'investigation sur l'achat frauduleux d'un visa d'entrée et l'utilisation abusive des ressources TIC par un membre du personnel (0567/10)*
- *Rapport de situation sur l'agression physique et la détention d'un membre du personnel des Nations Unies par des agents du maintien de la paix (0383/10)*
- *Évaluation du rapport du Groupe des enquêtes spéciales sur des malversations et détournements de fonds par un membre du personnel (0373/10)*
- *Rapport d'investigation sur un cas éventuel d'exploitation sexuelle par un observateur militaire (0298/10)*
- *Rapport d'investigation sur un possible comportement répréhensible d'un membre de la Police des Nations Unies (0296/10)*
- *Rapport d'investigation sur une faute éventuelle d'un membre du personnel (0290/10)*

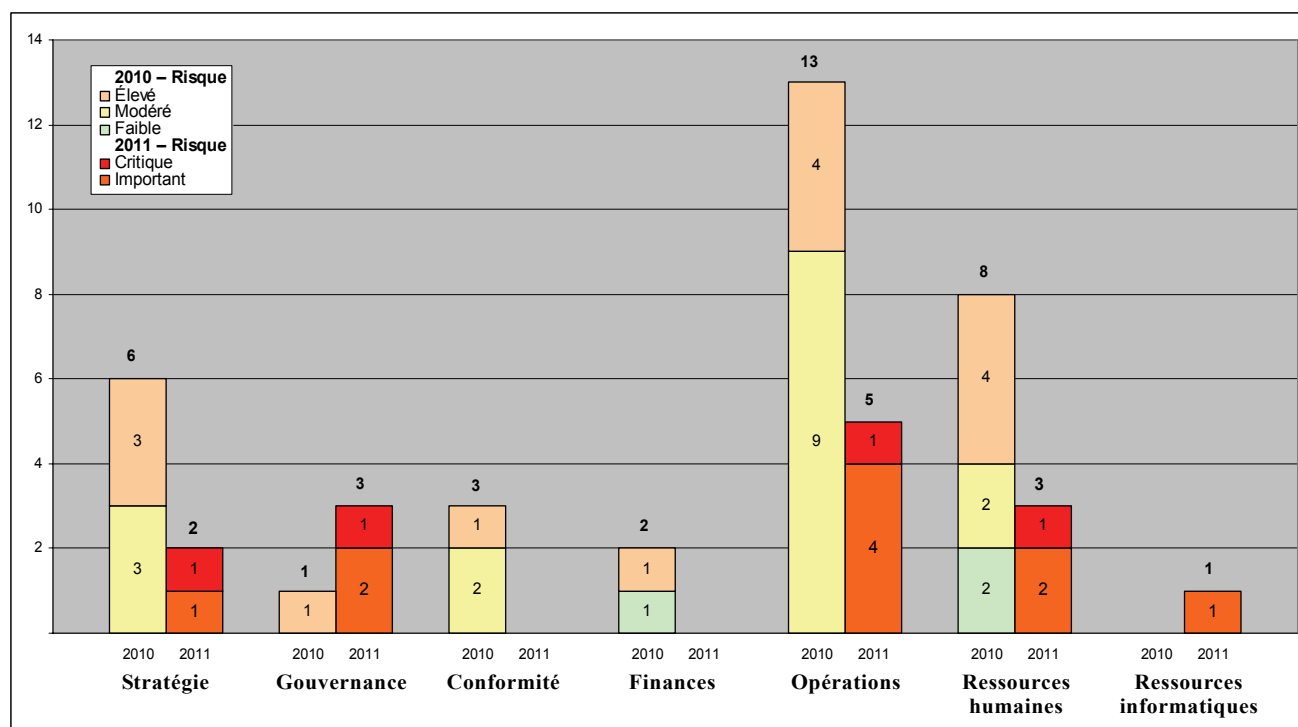
En 2011, le BSCI a publié 10 rapports de clôture relatifs à des comportements répréhensibles non avérés à la MINUS (0010/09, 0022/09, 0107/07, 0229/11, 0297/10, 0353/09, 0448/10, 0458/07, 0461/06 et 0732/06); il avait 24 affaires en cours et a ouvert 16 nouveaux dossiers d'investigation.

93. Les enquêtes concernant la MINUS portaient sur une diversité de comportements répréhensibles éventuels, sans qu'il soit possible de déceler certaines tendances ou groupes particuliers.

**Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) :
activités d'audit interne**

Figure XIX

**Recommandations d'audit adressées à la MINUT en 2010 et 2011,
par catégorie de risque**

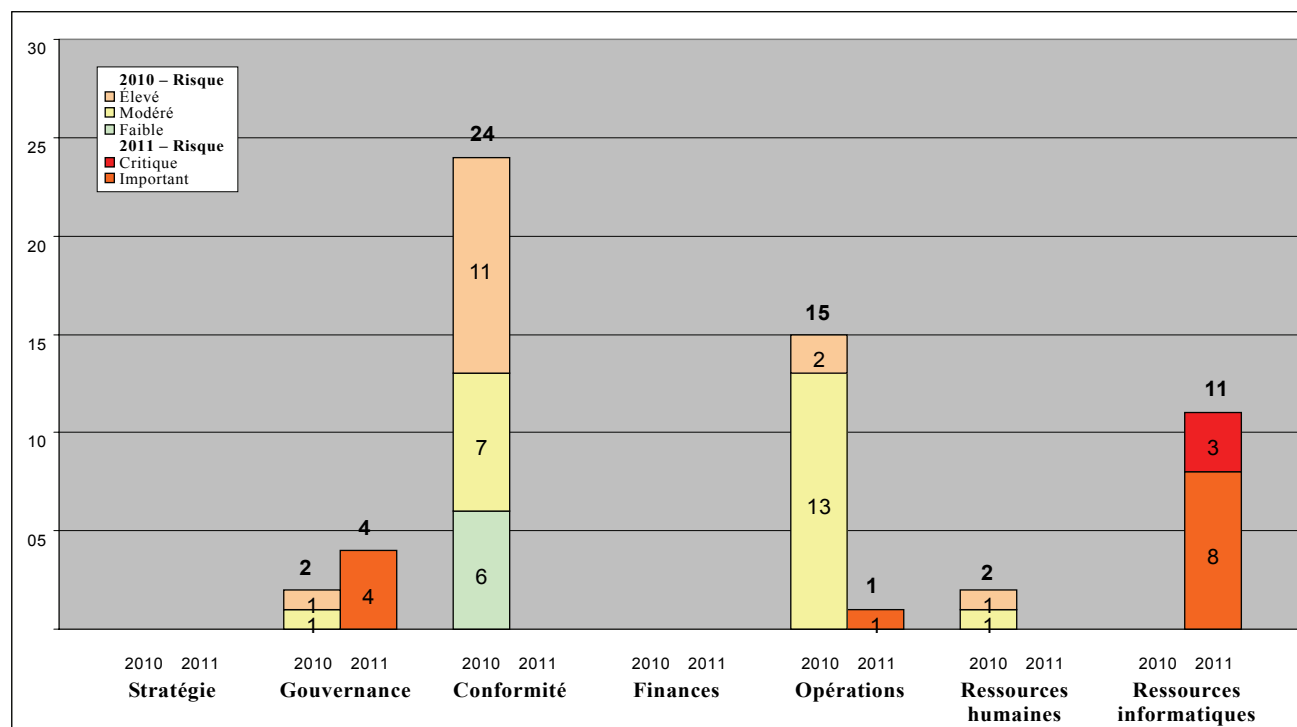


94. En 2011, le BSCI a adressé à la MINUT deux rapports d'audit contenant 14 recommandations :

- *Programme d'appui transitoire à la police (AP2010/682/03)*
- *Sécurité aérienne (AP2011/682/05)* (voir par. 18 à 20)

**Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) :
activités d'audit interne**

Figure XX
**Recommandations d'audit adressées à l'ONUCI en 2010 et 2011,
par catégorie de risque**



95. En 2011, le BSCI a adressé à l'ONUCI deux rapports d'audit contenant 16 recommandations :

- *Sécurité aérienne (AP2011/640/07)* (voir par. 18 à 20)
- *Gouvernance et sécurité des TIC à l'ONUCI (AT2020/640/01)*

Activités d'investigation

96. En 2011, le BSCI a publié 11 rapports de situation et un rapport d'investigation se rapportant à de possibles comportements répréhensibles à l'ONUCI :

- *Rapport de situation sur de possibles malversations imputables à des agents du maintien de la paix (0524/10 et 0323/10)*
- *Rapport de situation sur des comportements répréhensibles d'agents du maintien de la paix (0505/10)*
- *Rapport de situation sur une tentative de fraude imputable à des agents du maintien de la paix (0317/10, 0315/10 et 0313/10)*

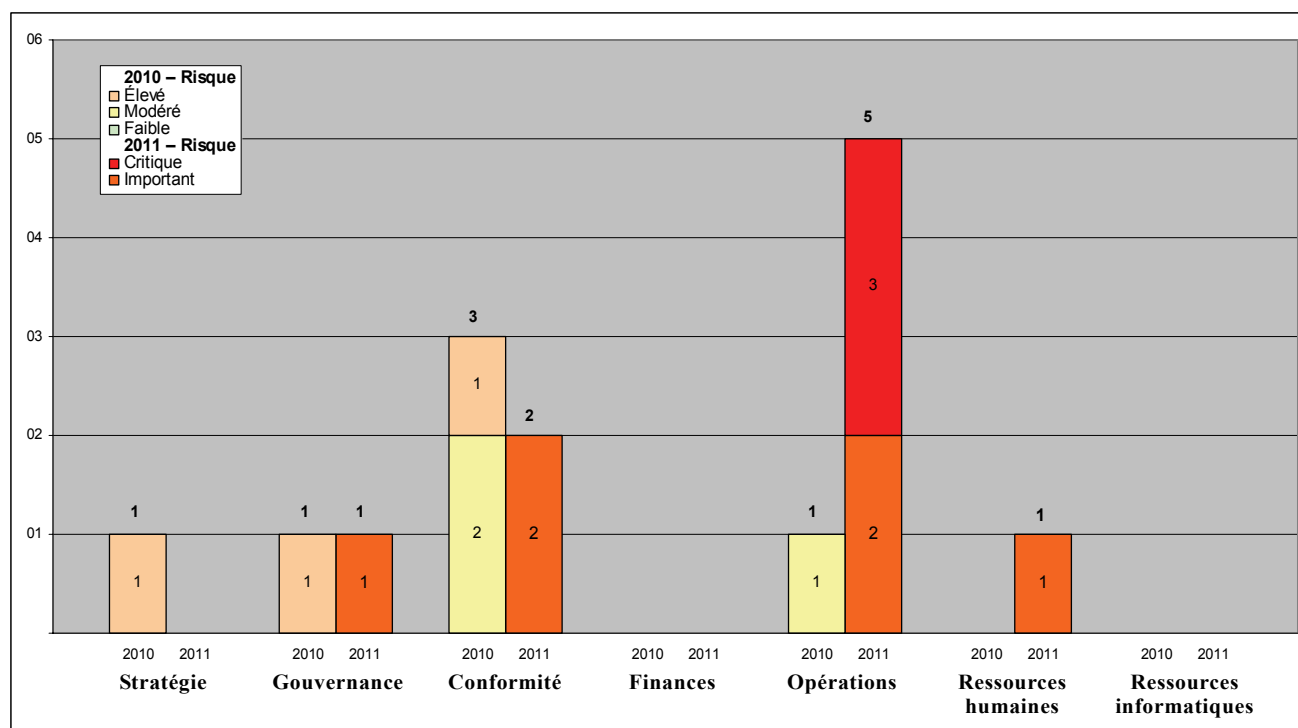
- *Rapport de situation sur des allégations de fraudes imputables à des agents du maintien de la paix (0316/10, 0314/10)*
- *Rapport de situation sur une fraude imputable à des agents du maintien de la paix (0216/10)*
- *Rapport de situation sur des faits d'exploitation et d'abus sexuels imputables à des agents du maintien de la paix (0145/10 et 0588/09)*
- *Rapport d'investigation sur un conflit d'intérêts et une procédure irrégulière de recrutement concernant un membre du personnel (0596/07)*

En 2011, le BSCI a également publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré d'un membre du personnel de l'ONUCI (0509/10); il avait 10 affaires en cours et a ouvert neuf nouveaux dossiers d'investigation.

97. Les rapports de situation 0216/10, 0313-317/10, 0505/10, 0524/10 et 0323/10 concernent tous de possibles cas de fraudes imputables à des agents du maintien de la paix appartenant à différents contingents, consistant dans des demandes analogues de remboursement indu, ce qui est peut-être le signe de déficiences dans le contrôle.

Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) : activités d'audit interne

Figure XXI
Recommandations d'audit adressées à l'UNSOA en 2010 et 2011, par catégorie de risque



98. En 2011, le BSCI a adressé à l'UNSOA cinq rapports d'audit contenant neuf recommandations :

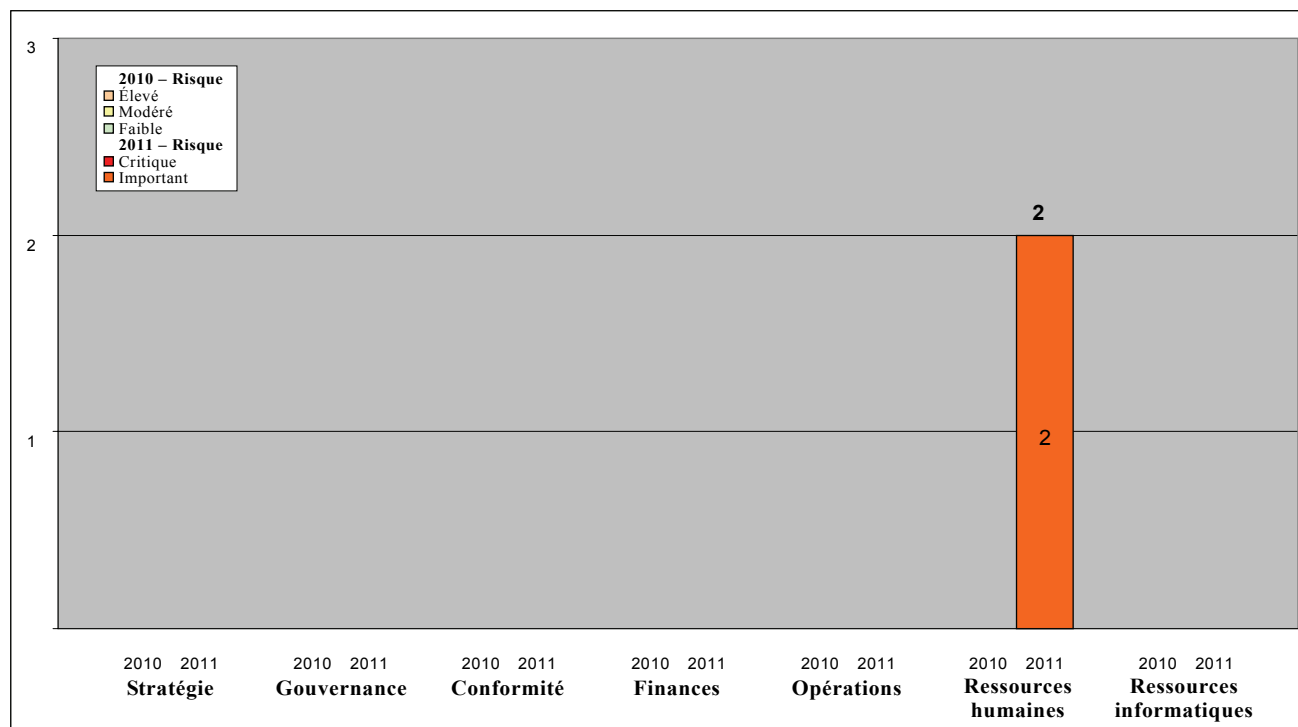
- *Soutien logistique de l'UNSOA à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) pour la fourniture de rations alimentaires (AP2010/638/03)*
- *Recrutement de personnel sur le plan international et sur le plan national (AP2010/638/05)*
- *Programme de formation de l'UNSOA à l'appui de l'AMISOM (AP2011/638/01)*
- *Opérations à la Base d'appui de Mombasa (AP2011/638/02)*
- *Sécurité aérienne (AP2011/638/07) (voir par. 18 à 20)*

Activités d'investigation

99. En 2011, le BSCI a publié un rapport de clôture relatif à un comportement répréhensible non avéré à l'UNSOA (0354/10); il avait quatre affaires en cours et a ouvert deux nouveaux dossiers d'investigation.

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) : activités d'audit interne

Figure XXII
Recommandations d'audit adressées à l'ONUST en 2010 et 2011,
par catégorie de risque



100. En 2011, le BSCI a adressé à l'ONUST un rapport d'audit contenant deux recommandations :

- *Recrutement et voyages officiels (AP2010/674/01)*
-